

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple – un But – Une Foi

REGION DE KOLDA

DEPARTEMENT DE VELINGARA

Plan de Développement Communal (PDC) de Sinthiang Koundara

Rapport Final

**Réalisé par le Cabinet IDR
Avec l'Appui Financier, PNDL, CLM d'USAID/Gold**

Juillet 2019

Table des matières

CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	4
PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE ET PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE	6
I. APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	6
II. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE SINTHIANG KOUNDARA	9
DEUXIEME PARTIE : DIAGNOSTIC SOCIO –ECONOMIQUE DE LA COMMUNE	13
III. PROFIL SOCIAL.....	13
3.1. EDUCATION.....	13
3.2. SANTE.....	16
3.3. HYDRAULIQUE.....	18
3.4. SPORTS, CULTURE, LOISIRS ET TOURISME.....	20
3.5. URBANISME ET HABITAT.....	21
3.6. ASSAINISSEMENT ET HYGIENE	22
IV. PROFIL ECONOMIQUE	23
V. PROFIL GOUVERNANCE.....	33
TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	39
VI. PROJECTIONS SCHEMATIQUES DU PLAN DE DEVELOPPEMENT.....	39
.....	40
QUATRIEME PARTIE : MISE EN OEUVRE DU PDC ET MECANISME DE SUIVI	42
VI. MISE EN ŒUVRE DU PIL	42

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABP :	Associations de Base des Producteurs
ANCAR :	Agence Nationale de Conseil Agricole et Municipal
ARD :	Agence Régionale de Développement
CEDEPS :	Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive
ASC :	Associations Sportives et Culturelles
CEM :	Collège d'Enseignement Moyen
CM :	Conseil Municipal
CRS :	Catholic Relief Service
DSRP :	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
GPF :	Groupements de Promotion Féminine
MARP :	Méthode Accélérée de Recherche Participative
OCB :	Organisations Communales de Base
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OP :	Organisation de Producteurs
PAPIL :	Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PDC :	Plan de Développement Communal
PNDL :	Programme National de Développement Local
RGPH :	Recensement Général de la population et de l'Habitat

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Avec l'avènement de l'acte III de la décentralisation qui vise à organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable, la révision des cadres de référence du développement des Collectivités Territoriales, ainsi que l'adaptation des outils d'ingénierie du développement territorial deviennent une nécessité pour un pilotage efficace du développement territorial.

Déclinée dans l'axe III du PSE qui est le cadre de référence des politiques publiques, la gouvernance territoriale organisée par la Loi 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code Général des Collectivités Territoriales, nécessite une maîtrise de l'information territoriale pour une meilleure aide à la prise de décisions pour la conduite du développement territorial. Ainsi pour assurer cette mission de manière efficace, la planification comme domaine de compétence a été transférée aux communes à travers l'article 315 du Code général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, la faible autonomie financière des CT, assortie de la complexité des intérêts des acteurs et de la multiplicité des besoins à satisfaire dans le temps et dans l'espace, a mis en évidence la nécessité de planifier le développement territorial. Ainsi, les communes ont en charge la planification de leur développement notamment par le biais de la réalisation des plans de développements communaux (PDC).

En effet, l'exercice de planification implique l'usage de connaissances antérieures, qu'elles soient empiriques ou scientifiques. Il découle de ce constat, des limites des stratégies de développement local adaptées au cours des premières décennies.

Ces stratégies étaient bâties à partir de la conception selon laquelle c'est l'Etat qui, d'un modèle préconçu, définit les orientations et décide des actions les plus appropriées et de même que leurs mises en œuvre. Une approche qui ne laissait aucune chance aux populations à participer aux processus de prise de décisions. En effet, une reconsidération de cette approche s'annonce indispensable pour une meilleure prise en compte des préoccupations des populations, vu les nombreux échecs enregistrés à la suite des programmes.

Pour accompagner les collectivités territoriales à mieux planifier leur développement en application des principes fondamentaux de la planification un guide a été élaboré en 2011 puis actualisé en 2016, afin, entre autre d'inscrire la planification locale aux Objectifs de Développement Durable et au Plan Sénégal Emergent tout en intégrant certaines dimensions transversales comme les changements climatiques, le genre, la nutrition et à la migration.

Évoquer les documents d'orientations stratégiques des dimensions transversales telles que le PNDN, la SNEEG, le PANA, etc. et mettre en évidence la convergence d'approche sur le portage et la déclinaison au niveau territorial des orientations et axes stratégiques. Ces questions constituent aujourd'hui les défis majeurs de gouvernance, de développement des dynamiques territoriales pour un développement durable.

C'est dans ce contexte que la commune de Sinthiang Koundara a bénéficié d'un appui financier du PNDL, de l'Usaid Gold et de la CLM dans le cadre de la plateforme pour conduire une expérience pilote d'élaboration d'un Plan de Développement Communal (PDC) intégrant ces dimensions.

L'objectif de cette initiative est de se doter de véritables outils de planification aptes à construire une vision globale et concertée du développement territorial à l'échelle de la localité et de lui permettre de promouvoir ainsi des programmes et projets prenant en compte les quatre dimensions transversales suffisamment articulées d'une part aux besoins et aspirations des populations locales et d'autre part aux orientations nationales.

PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE ET PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

I. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le processus d'élaboration du PDC a été participatif itératif et inclusif. Il a ainsi donné l'opportunité à tous les acteurs locaux (élus, services techniques, PTF, A.A, OCB, opérateurs économiques, groupes vulnérables) de nouer un dialogue et de se concerter aux différentes étapes sur les problématiques majeures du développement de la commune afin de formuler des stratégies d'actions pertinentes. Le PDC a été élaboré à travers un processus décliné en plusieurs phases :

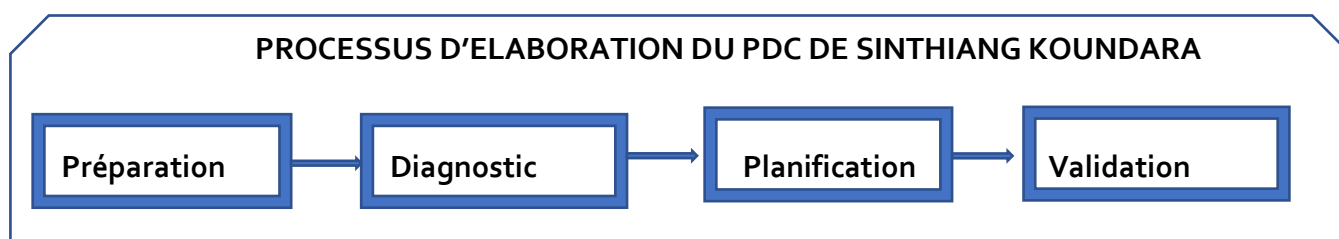


Figure 1 : Processus d'élaboration du PDC. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

1.1. Phase de préparatoire

La réussite de l'ensemble du processus dépend de la qualité de cette phase. Elle est articulée autour des étapes suivantes :

- La prise de décision de la commune d'élaborer l'outil de planification et la mise en place de la commission de planification élargie ;
- La revue documentaire qui permet d'avoir une idée sur les données disponibles ;
- L'organisation d'une réunion de cadrage avec le CTR et le facilitateur ;
- Le lancement qui a permis d'échanger avec les acteurs locaux sur les objectifs, les principes et la démarche d'élaboration du PDC ;
- La formation des enquêteurs locaux sur les outils de collecte de données ;

1.2. Phase de diagnostic

La phase de diagnostic a été conduite en deux étapes : le diagnostic quantitatif et le diagnostic qualitatif (participatif et communautaire).

Le diagnostic quantitatif a permis de collecter les données secondaires sur la commune. A ce niveau, l'outil IR2P (l'Inventaire Rapide du Potentiel de la Plateforme) a été utilisé pour faire l'inventaire de l'ensemble des infrastructures et équipements de la commune et aussi les informations sur les caractéristiques sociodémographiques, le profil socio-économiques des ménages etc.

Le diagnostic participatif constitue un des moments forts du processus avec la tenue d'ateliers thématiques participatifs. Cette activité a permis aux populations de dégager les principales contraintes au développement de la commune de Sinthiang Koundara ainsi que les solutions

envisageables. De même, elle a permis de faire une analyse des questions de changement climatique, de migration, de genre et de nutrition avec l'utilisation d'outils tels que :

- la matrice de vulnérabilité ;
- le profil d'activités différenciées selon le sexe ;
- le profil d'accès et de contrôle des ressources ;
- le profil de participation des hommes et des femmes au niveau communautaire ;
- le profil migratoire ;
- comment évaluer si ma collectivité prend en compte le facteur migration
- la grille d'analyse des déterminants territoriaux de la malnutrition

Les résultats du diagnostic ont fait l'objet d'une restitution au niveau de la commune avec la Commission Elargie de Planification (CEP). Cette restitution a été une instance où les propositions concertées des acteurs ont été discutées et validées.

1.3. Phase de planification

La planification s'est déroulée en deux étapes sur la base du diagnostic local (contraintes, les acquis et les potentialités de la commune) et les orientations nationales :

 *La planification stratégique a permis de :*

- Formuler une vision de développement de la commune ;
- Définir des axes stratégiques et objectifs de développement en les articulant aux orientations nationales et sectorielles de développement
- L'élaboration du programme d'actions prioritaires.

Les outils suivants ont été utilisés pour assurer une meilleure prise en compte des dimensions transversales :

- La matrice d'identification des besoins et actions prioritaires
- Le tableau des options d'adaptation
- L'analyse multicritères

1.4. Phase de validation

La restitution est une étape qui a consisté à exposer aux populations toutes les informations qui ont été recueillies lors de la phase de diagnostic et de planification. Cela a permis de recueillir leurs amendements qui ont été pris en compte lors de la finalisation du document.

Conformément aux recommandations issues des ateliers méthodologiques, la restitution a été appliquée à toutes les étapes du processus :

- Restitution des résultats du diagnostic au forum communautaire ;
- Restitution des résultats des conférences thématiques lors de l'atelier de planification ;

Sur la base du rapport diagnostic et la planification validée et définie par le conseil municipal, il est procédé à l'élaboration du premier draft du PDC qui est ensuite restitué au conseil pour validation des résultats du processus participatif de planification (éléments de diagnostics, objectifs, stratégies et actions) avant son adoption par le Conseil municipal.

II. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE SINTHIANG KOUNDARA

2.1. Situation géographique

La commune de Sinthiang Koundara se situe au nord-est et à 25 km de Vélingara, chef-lieu du Département, sur la route nationale 6. Elle fait partie de l'arrondissement de Bonconto. La commune s'étend sur une superficie de 700 km². Elle est limitée :

- au nord et à l'est par le fleuve Gambie ;
- au sud par les communes de Médina Gounass et de Bonconto ;
- à l'ouest par les communes de Nématoba et de Saré Colly Sallé.

2.2. Caractéristiques physiques

2.2.1. Le climat

Il est de type de type soudano-sahélien chaud et sec. Il est marqué par l'alternance d'une longue saison sèche de novembre à mai et d'une courte saison des pluies de juin à octobre. Sur la base du calendrier d'occupation des populations, l'année est subdivisée en 4 sous saisons à savoir :

- 📅 la Période/saison dite « Thiéthiellé » (mai-juin) correspondant à la préparation des champs,
- 📅 la saison pluvieuse ou « Ndoungou » (mi-juin à octobre) dominée par la Mousson, correspondant aux grandes cultures sous pluies. Dans le tableau ci-dessous, quelques indicateurs de cette saison pluvieuse dans l'arrondissement.
- 📅 la saison dite froide ou « Diawndé » (mi-octobre à janvier) qui constitue la transition entre la saison des pluies et la saison sèche. En terme d'occupation dans le calendrier culturel local, cette saison pendant laquelle les températures ne grimpent guère au-delà de 27°C correspond à celle des cultures dites de contre saison (maraichage particulièrement).
- 📅 enfin la grande saison sèche « Thiédou » qui dure de février à mi-juin. Cette période dominée par l'harmattan correspond à des pics thermiques de plus de 40°C.
- ❖ Température : relativement élevée et variant entre 20 et 40 °C selon les saisons ;
- ❖ Vents : Ils alternent en fonction des périodes. Nous avons du vent frais en période de fraîcheur entre Octobre et Janvier, des vents chauds et secs appelés harmattans en période de chaleur entre Février et Juin. En fin, la période hivernale est marquée par l'alternance de vent chaud et froid avant et après la pluie.

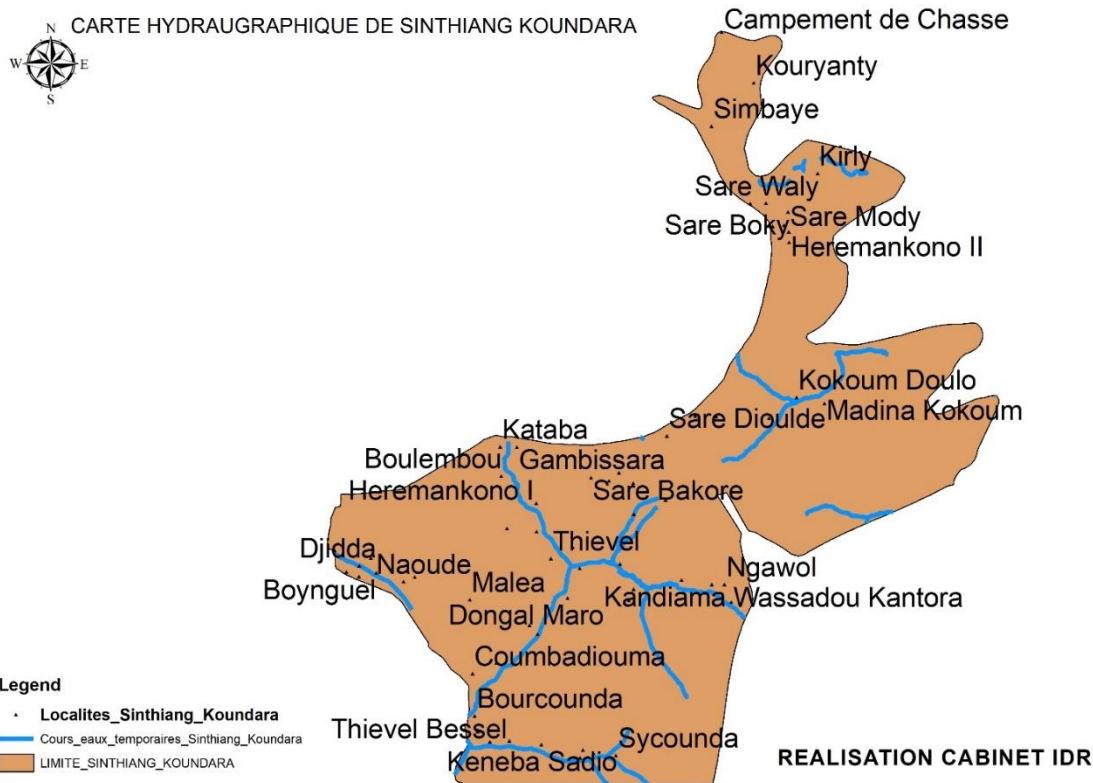
2.2.2. Les sols et relief

Le relief de la Commune est généralement plat et peu prononcée dans laquelle les vallées forment des bas-fonds peu profonds. Cette caractéristique est d'une grande importance pour le développement des activités agricoles dans la zone.

On rencontre quatre types de sols :

- 📅 Les sols de plateaux sablo-argileux présents dans les zones de Sinthiang Koundara, Boynguel et Courbambey ;
- 📅 Les sols hydro morphes, argileux (Dek) à sablo-argileux (Dek-dior) se rencontrent dans les zones de Coumbadiouma, Mballocounda et Thimindallah ;

Les sols alluviaux et colluviaux qui occupent les lits des vallées 15% dans les zones de Thimindallah.



Les eaux souterraines concernent les aquifères superficiel et Maestrichtien.

- o l'aquifère superficiel : source d'eau importante pour la région, elle se situe dans les niveaux sableux ou sablo-argileux. La quasi-totalité des puits traditionnels le capte au niveau des villages à une profondeur généralement inférieure à 15 mètres, passant à 35 mètres au niveau des plateaux ;
- o l'aquifère du Maestrichtien : présent sur l'ensemble du Bassin Casamançais est relativement peu profond dans le département de Vélingara et est capté par des ouvrages hydrauliques (forages) à des profondeurs variant entre 100 et 150 mètres.

Cependant les systèmes d'exploitation des eaux souterraines à travers les puits traditionnels et les puits hydrauliques ne satisfont pas aux besoins en eau des populations de la commune.

2.3. Milieu humain

2.3.1. État de la population

Selon les projections de l'ANSD, la population de la commune de Sinthiang Koundara est estimée à 30 948 habitants en 2018 dont 15 149 femmes soit 49% de la population totale. Cette population est répartie dans 79 villages officiels et 11 hameaux. La densité est de 42 habitants/km². En effet, cinq (5) villages abritent 33.85% de la population totale.

La population de la commune est composée de 90 % d'agriculteurs et d'éleveurs et de 9 % d'exploitant forestier. Sur le plan ethnique, la population est répartie comme suit : 70 % de peuls, 25% de Bambaras, Soninkés, Mandinkas et de Koniadjis, 5 % pour les autres (Bassaris, Bowés, diolas, laobés, Badiarankes etc.). La religion dominante est l'islam qui cohabite harmonieusement avec le christianisme pratiqué en majorité par les koniadjis et les bassaris. L'animisme est aussi pratiqué dans la commune.

2.3.2. Mouvement de la population

La migration est un phénomène ancien dans la commune de Sinthiang Koundara. Deux mouvements y sont observés depuis les années 1955 à 1965 : l'émigration et l'immigration.

L'émigration concerne surtout les hommes avec une prépondérance dans les localités de Gambissara, Saré Waly et Héramocono II. Plus de 10% de la population vivent de la migration transfrontalière. Les pays de destination les plus prisés restent l'Espagne, la France. Les retombées économiques de cette émigration sont incontestables.

A coté des migrations internationales, il y'a celles régionales ou à l'intérieur de l'Afrique (la Gambie, le Maroc, la Sierra Léone...).

Ce phénomène concerne les hommes, les jeunes et les femmes et est noté dans presque tous les villages. Le chômage et le sous-emploi, la pauvreté, l'existence d'opportunités d'emploi ailleurs, le risque climatique (sécheresse) et les études et formation sont les principaux motifs de départ des populations de la commune. A la longue cela entraine une perte de bras valides, l'appauvrissement des familles, la déstructuration des familles...

L'immigration, quant à elle, concerne l'arrivée de populations en provenance principalement de la Guinée Conakry, Guinée Bissau et Mauritanie. Au Sénégal, les immigrants proviennent de St-Louis, Matam et Tambacounda. Il s'agit d'hommes, de femmes et de jeunes, saisonniers ou transhumants qui s'activent dans l'agriculture, l'élevage, les exploitants forestiers, les Business de diverses marchandises et les ouvriers.

Elle impacte sur la disponibilité de la main d'œuvre, la diversification de l'artisanat et du service de production, l'Amélioration de l'habitat, l' réalisation d'infrastructures sociales de base et d'Equipement pour les ménages

Par ailleurs, elle accentue la pression sur les ressources, la transmission des maladies, l'agression des coutumes ...

DEUXIEME PARTIE : DIAGNOSTIC SOCIO –ECONOMIQUE DE LA COMMUNE

III. PROFIL SOCIAL

3.1. EDUCATION

Le secteur de l'éducation formelle comme informelle dispose des atouts remarquables sur le plan infrastructurel et des équipements toutefois les performances restent faibles du fait des contraintes majeures au niveau des cycles d'enseignement.

3.1.1. Développement intégré de la petite enfance (DIPE)

La petite enfance se caractérise par le déficit de structure de prise en charge des cibles, d'où même la problématique des pièces d'état civil pour les enfants de moins de 6 ans où les parents ne voient pas encore l'urgence. Ce déficit de structure de prise en charge intégrale de la petite enfance accroît la charge de travail des femmes, consacrées à la garde de leurs enfants d'où une réduction du temps consacré aux activités de promotion économique, d'adaptation aux changements climatiques, et de lutte contre la malnutrition.

Tableau 1 : Indicateur de performance

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES
Infrastructure	4
Population scolarisable	3 055 dont 1507 filles
Population scolarisée	182 dont 94 filles
TBPS	5.95% dont 6.23% pour les filles
Ratio élèves / classes	36.4 supérieur à la moyenne 33
Ratio enseignant / élèves	1/36 < norme 50
Accès aux commodités	Faible (Toilettes, Electricité, Point d'eau Potable..)

Source : Bureau Planification IEF Vélingara

Le cycle préscolaire compte 2 classes dans des établissements élémentaires différents (Sinthiang Koundara et Boyguel) et 2 abris provisoires à Courbambery et Darou Salam Manda.

L'offre et la qualité de service sont caractérisées comme suit :

- ☐ Un TBS assez performant de 5.95 % dont 6.23% pour les filles ;
- ☐ Un cadre d'apprentissage non approprié avec des ratios en dessus de la norme. Ce qui montre un déficit de salles de classe avec des tables-bancs ne respectant la norme. Aucune école n'est équipée de bibliothèque, de salles informatiques, d'énergie et de clôture.
- ☐ 3 écoles ont accès à l'eau potable (Sinthiang Koundara, Darou Salam Manda et Boyguel (puits) ;
- ☐ 2 écoles ont accès à des toilettes fonctionnelles (Darou Salam et Boyguel)
- ☐ En somme les commodités sont faiblement représentées dans ce secteur aussi sensible.

3.1.2. Enseignement élémentaire

L'enseignement élémentaire présente des ratios satisfaisants pour les indicateurs nombre d'élève par classe, nombres d'élève par table banc par rapport aux normes (cf. tableau).

Par contre ; le ratio nombre de table banc par classe montre une situation déficitaire avec 15 tables-bancs par classe pour une norme de 17 tables-bancs d'où un gap 280 tables-banc à combler.

Tableau 2 : les indicateurs de performance de l'élémentaire

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES
Infrastructures	32
Population scolarisable	5 062 dont 2470 filles
Population scolarisée	4 645 dont 2 243 filles
Rapport de masculinité	207
TBS	91.76% dont 90.81 pour les filles
Ratio élèves / classes	46 supérieure à la moyenne 33
Ratio enseignant /élèves	1/45< norme 50
Accès aux commodités	146 Box de toilettes ; 10 points d'Eau ; 4 Clôture ; 0 source d'Energie et 0 Bibliothèque....

Le Cycle Élémentaire comporte 32 établissements (Bolibana, Boulémbou, Boyenguel, Coumbadiouma, Courbambéry, Darou salam Manda, Diyabougou Coly, Foudouy, Gambissara, Hamdallaye Malang Touré, Héramakono 1, Héramakono 2, Kocoum Ndoulo, Kouriantine, Maléa, Manding Moussa, Mballocondoua, Medina Afia Nasroulaye, Médina Kocoum, Medina Cherif, Ngagnare, Raoudatou Gouloumbou, Saré Balla (PK12), Sare Diaobe, Sare Dioulde, Sare Mamadou Egué, Sinthiang Koundara centre, Sinthiourou Samba foula, Thiewal, Timbindalah, Saré Wally) fonctionnel comptant 119 salles de classes construites et 21 abris provisoires, soit 15%. il a 44 classes de multigrades et 6 double flux avec un effectif respectif de 2 755 et 520 élèves.

L'offre et la qualité de service sont caractérisées comme suit :

- ☐ Un TBS assez performant de 91.7% dont 90.81% pour les filles ;
- ☐ Un indice de parité en faveur des garçons (207 garçons contre 100 filles), ce qui nécessite davantage d'effort dans la politique de scolarisation et de maintien des filles à l'école ;
- ☐ Un cadre d'apprentissage approprié avec des ratios en dessous de la norme. Ce qui reflète un surplus de 4 salles de classe ;
- ☐ Le nombre total de table est de 2 217 dont 688 nécessitent des réparations ;
- ☐ Seulement 5 écoles sont dotées de systèmes solaires soit 14.7% dans les écoles ;
- ☐ Une seule école admet une salle informatique
- ☐ Aucune école n'est équipée de bibliothèque ni de laboratoire de sciences ou de langues ;
- ☐ 4 écoles seulement sont clôturées et disposent d'une cantine scolaire financées par les partenaires du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ;
- ☐ 10 écoles ont pas accès à l'eau potable dont 5 bornes fontaines et 5 puits traditionnels;
- ☐ Les écoles sont dotées de 146 blocs d'hygiène. Seulement 5 écoles ne disposent de toilettes réservées aux filles et de même pour les garçons soit 14.7%. Les filles et les garçons partagent des toilettes communes pour 47%.Ce pendant seulement 6 écoles disposent des toilettes destinées au personnel enseignant.
- ☐ Le corps enseignant est composé de 79 dont 13 femmes. Il y'a 69 titulaires ;
- ☐ La dotation en livre est suffisant pour les élèves de 10 écoles sur 34 ;

3.1.3. Enseignement moyen et secondaire

La commune n'abrite pas de lycée mais dispose de trois collèges de Cycles Moyen/Secondaire (CEM). Ce tableau ci-dessous nous montre quelques indicateurs.

Tableau 3 : la situation du système moyen secondaire

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES
Infrastructures	3
Population scolarisable	2 738 dont 1274 filles
Population scolarisée	630 dont 282 filles
Rapport de masculinité	223.4
TBS	23% dont 22.13%
Ratio élèves / classes	35 inférieur à la moyenne nationale de 50
Ratio enseignant /élèves	1/17
Accès aux commodités	2 points d'eau (min forage et borne fontaine) ; 1/3 de toilettes ; 2/3 clôture, 0 école électrifié

La commune n'abrite pas de lycée mais dispose de collège de Cycles Moyen/Secondaire à Sinthiang Koundara, Carrefour Manda, Coumbadiouma et Courbambéry comptant 16 salles de classes dont 6 abris provisoires, soit 37.5%.

La population scolarisée est de 630 élèves comprenant de 44.7 % de filles. La faiblesse de l'indice paritaire met davantage en exergue la problématique du maintien des filles, une fois atteint les cycles moyen et secondaire. La Commune, en relation avec le Conseil Départemental de Vélingara, devra, donc, consentir un effort pour :

- Etablir l'équité dans l'accès, le maintien et l'achèvement du cycle fondamental ;
- Aménager des espaces de documentation, des salles informatiques, électrifier les salles, clôturer les 2 collèges restant, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement apprentissage ;
- Construire des toilettes pour les filles, garçons et le personnel enseignant de deux des quatre collèges.
- Construire et équiper 6 salles de classe préalablement en abris provisoires ;
- Augmenter le nombre de professeur qui est de 21 au total dont 2 femmes et 13 titulaires

3.1.4. Enseignements franco-arabes et daaras

La commune ne compte qu'une seule école franco-arabe à Timmindalla qui représente les structures d'intégration de l'enseignement de la religion dans le système formel. L'enseignement religieux pèse de tout son poids sur l'enseignement classique avec plusieurs daaras traditionnels mais les plus en vue sont au nombre de 18 à Mballocounda, Hamdallaye Malang, Coumbadiouma, Sinthiang Koundara Centre(2), Gambissaré, Timmindallah(2), Sarre Moudou, Madina Kocoum(3), Koara, Foudou, Heramacouro (2), Sare Mbaye, Sare Waly et Courbambéry. Ils constituent une frange importante des structures éducatives de la commune de Sinthiang Koundara. Elles offrent une éducation essentiellement religieuse, expression de la demande locale.

Tableau 4 : la situation des écoles coraniques

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES
Infrastructures	18
Effectifs des apprenants	1 102 dont 470 filles
Rapport de masculinité	134
Apprenants de 6 ans et moins	170
Accès aux commodités : Eau, Toilettes, Electricité	Pas de commodité

Ils ont un effectif dynamique estimé à 1102 apprenants dont 470 filles. Le rapport de masculinité est en faveur des garçons 134 garçons pour 100 filles. Ils sont caractérisés par l'absence de construction et de commodités qui freinent considérablement le développement du secteur.

Ces daaras et écoles sont essentiellement marqués par les difficiles conditions d'apprentissage, manquant de tout, du point de vue des conditions matérielles. La plupart des daaras utilisent la mendicité pour assurer la prise en charge de l'alimentation de leurs apprenants. Il n'existe également aucune forme de couverture de maladie pour ces types d'école. Cet accès insuffisant aux aliments, aux services de santé etc., constitue un des déterminants (causes sous-jacentes) de la malnutrition de la commune. Aucune activité d'éducation environnementale n'existe dans ces daaras. A côté des résidents de la localité ; certains apprenants de ces daaras proviennent des migrations issues de l'intérieur du pays et de la Gambie et de la Guinée Bissau.

3.1.5. Alphabétisation

Le domaine de l'alphabétisation se caractérise par l'absence de structure de prise en charge. Constitués essentiellement de femmes, les centres d'alphabétisation pourraient faciliter la promotion de l'équité et de l'égalité de genre, dans les instances de décisions communautaires dirigés par les hommes. Selon le RGPHAE de 2013 le taux d'analphabétisme dans le département de Velingara était de 88%, l'alphabétisation en arabe semble être la plus fréquentée. A cela s'ajoute, l'insuffisance de structures d'alphabétisation dans la zone qui peut constituer une limite dans la transmission du savoir être, du savoir-faire des adultes analphabètes pour une meilleure prise en compte des questions nutritionnelle des enfants (absence éducation à la nutrition) et femmes enceintes et à la migration interne que constitue l'exode rural.

Tableau 5 : Diagnostic du secteur de l'éducation. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

TABLEAU SYNOPTIQUE EDUCATION		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
- Existence d'1 préscolaire ; - Existence de 34 écoles élémentaires ; - Existence 4 collèges ; - Existence de 18 daara traditionnelles ; - Accessibilité des écoles - Personnel - Adhésion des APE autour de l'école - Augmentation du taux de scolarisation - Appui de l'Etat et des CL - Fort taux de réussite au BEFEM ; - Fort taux d'élèves orientés en 2nd S ; - Un corps professoral engagé ; - Beaucoup d'intérêt au maintien et à la réussite des filles par les enseignants ; - Bon suivi du personnel par le CE ; - Centralité de l'élève ; - Progressions harmonisées et évaluations standardisées	- Manque d'infrastructures scolaire - Insuffisance des équipements scolaires - Insuffisance du personnel enseignant - Eloignement des écoles - Niveau de formation des enseignants - Manque de moyens pour l'achat des fournitures scolaires - Grève et absentéisme - Absence de suivi des enfants à la maison - Insuffisance des cantines scolaires - Transhumance - Manque d'écoles coraniques (daaras) - Absence eau courante et sanitaire - Pesanteurs socioculturelles - Mariage précoce - Travaux domestiques - Grossesses précoces - Fort taux de redoublement et d'abandon - Ratio manuel élève faible - Faiblesse des élèves dans les matières scientifiques - Absence de connection sur le TIC - Non maitrise de l'outil informatique - Absence de suivi des élèves par les parents - Absence de centre d'alphabétisation	- Construction et équipement de salles de classe - Absorption des 27 abris provisoires - Réfection des 789 tables bancs - Construction de blocs administratifs - Construction de CEM de proximité - Plaidoyer pour un Renforcement de personnel enseignant - Construction de latrines - Mise en place de points d'eau (ou AEP) dans les écoles - Dotation en fournitures des élèves - création de cantines scolaires - Dotation en aliments pour les cantines (riz, huile) - Clôture des écoles - Electrification des locaux - Création de bibliothèques scolaires - Dotation en manuels pédagogiques - Introduction des TIC dans les écoles - Construction de centres d'alphabétisation fonctionnels - Construction de daara moderne - Equipement des écoles coraniques existant

3.2. SANTE

Le tableau ci-dessous nous donne une représentation de l'environnement sanitaire de la commune de Sinthiang Koundara.

Tableau 6 : Indicateurs secteur santé. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

Indicateurs	Caracteristiques
Infrastructures	Existence de 02 Postes de santé et de 10 cases de santé
Personnel	02 sages-femmes
	02 Infirmiers
	01 assistant infirmier
Organe de gestion	Existence de 02 CDS dont un formé et 6 comité fonctionnels sur 10
Ratio poste de santé/Population	1 poste/ 15 474 hbts pour une norme de 5 000 habitants(PNDS)
Ration personnel/Population	1 infirmier/15 474 hbts pour une norme de 5 000 habitants (PNDS)
Migration	Construction et électrification de case de santé

Les indicateurs du sous-secteur de la santé montrent une situation assez satisfaisante par rapport aux normes du Programme National de Développement de la Santé (PNDS) en ce qui concerne les ratios du nombre de poste de santé par population (1/15 474 pour une norme de 5000) et nombre personnel de santé qualifié par population (1infirmier pour 15 474 pour une norme de 5000) et (1 sage-femme pour 7 118 FAR pour une norme de 1500). Par ailleurs l'accessibilité géographique de ces structures de santé pose de réels problèmes aux

populations. En effet, c'est seulement 45% des villages qui se situent dans un rayon de 5 km d'un poste de santé. L'éloignement des structures sanitaires favorise par endroit le non-respect du calendrier de consultation pré et post natal, accentue les accouchements à domiciles des femmes et constitue aussi un obstacle pour la vaccination complète des enfants de 0 à 5 ans.

A cela il faut ajouter l'insuffisance des équipements sanitaires et de logistiques, des sites de renforcement nutritionnels et la non- fonctionnalité de certaines cases de santé qui constituent des relais. Cette situation se traduit par une faible prise en charge de la malnutrition des enfants, des femmes en état de grossesse et des femmes allaitantes.

La faible présence des femmes dans les instances de gestion diminue la prise en charge correcte de leurs besoins spécifiques en matière de santé de la reproduction.

Les déplacements sur plusieurs kilomètres sont donc des contraintes quotidiennes auxquelles les populations sont confrontées. Celles-ci ont souligné les problèmes d'évacuation des malades, notamment des femmes au terme de leur grossesse, l'état de délabrement des structures de santé, le déficit du personnel soignant et logistique. Le manque d'autonomie sociale et financière des femmes explique en partie cette situation.

La couverture épidémiologique se situe principalement sur la prise en charge du paludisme, les infections respiratoire et pulmonaire, les diarrhées, les maladies parasitaires et surtout les types de malnutrition (modérés, chroniques ou sévères). La Malnutrition Aigüe modérée (MAM) et la malnutrition aigüe sévère (MAS) chez les enfants de moins de 6-59 mois s'établissent respectivement à 1,8% et à 0,2%.

L'apport de la migration est cependant à saluer dans la cadre de l'amélioration de la prise en charge sanitaire des populations. Cet apport se matérialise dans la construction de la case de Santé de Timmindalla et l'équipement en panneau solaire. Cependant, cet appui a besoin d'être structuré pour valoriser tout son potentiel.

Tableau 6 : Les Services Offerts au niveau de structures sanitaires. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

STRUCTURES	SERVICES OFFERTS
Poste de santé	-Consultations générales
	-Consultation primaire curative
	-Vaccination
	-Participation à la prise en charge des urgences
	-Causeries
	-Distribution de farine alimentaire (nutrition)
Case de santé	Consultation primaire curative
	Prévention et soins primaire
	Distribution et renforcement nutrition
	Campagne de vaccination et sensibilisation

Malgré cette diversification, les services offerts demeurent encore limités face à la demande croissante des populations. Ce qui explique qu'une bonne frange se déplace jusqu'à d'autres structures à la recherche de meilleurs soins. Pour offrir ses services, les structures sanitaires disposent de moyens matériels et financiers modestes.

La santé étant l'une des compétences transférées, les structures tiennent également leurs ressources sur le prix des tickets de consultation et de vente des médicaments. Cette somme sert de rémunération du personnel d'appui et à l'entretien de la structure. Pour cela, le comité de développement sanitaire (CDS) joue un rôle de gestion.

En effet la situation sanitaire est fortement décriée dans la zone, et les difficultés recensées tournent autour du déficit infrastructurel, de l'état et de l'équipement des infrastructures existantes, de la formation du personnel, de la qualité des services et soins etc. C'est ainsi que les populations ont déploré l'insuffisance d'infrastructures dans la commune, en insistant sur les difficultés liées à au fonctionnement interne devant l'accroissement démographique et la forte demande des populations en soins sanitaires. La présence d'autres cases de santé, sous-

équipées ou non fonctionnelles pour la plupart, ne constitue pas une solution pour les contraintes sanitaires.

Tableau 7 : Diagnostic du secteur de la santé. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

TABLEAU SYNOPTIQUE SANTE		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
- Existence de 02 Postes, de santé et de 10 cases de santé ; - Existence d'un site de nutrition - Existence de personnel soignant ; 02 sages-femmes ; 02 Infirmiers ; 01 assistante infirmier ; - Existence d'un personnel Communautaire (Matrones, ASC, Badiénou Gokh, Relais) ; - Existence de 1 mutuelle de santé (UDAM) ; - Existence de 3 CDS ; - Existence de 02 CDS et 10 comités de gestion ; - Existence d'un cabinet médical privé ; - Existence de 2 pharmacies privées (PK12 et Manda) ; - Présence de partenaires ; - Formation continue du personnel ; - Supervisions régulières ;	- Insuffisance de poste de santé ; - Insuffisance d'équipements sanitaires et de logistiques ; - Diffusion de certaines maladies par les transhumants ; - Insuffisance des sites de renforcement nutritionnel ; - Absence d'ambulance - Absence de reboisement dans les structures sanitaires ; - Difficulté d'évacuer des femmes en travail - Eloignement des structures sanitaires ayant des incidences sur le respect des visites prénatales et favorisant les accouchements à domicile - Personnel non qualifié - Plateau technique insuffisant - Manques de ressources financières - Absence d'ambulance - Manque de médicaments - Non-respect du calendrier de vaccination - Vétusté des structures sanitaires	- Construire et équiper des infrastructures sanitaires (poste de santé, cases de santé, maternité rurale) - Renforcer les capacités du personnel communautaire ; - Construire et équiper des cases de santé ; - Relever le plateau technique ; - Doter les postes de santé d'ambulances ; - Appui en logistique et en médicaments des postes de santé par les émigrés ; - Doter en permanence et en suffisance de médicaments les pharmacies des postes de santé ; - Valoriser la diaspora pour la promotion de la santé ; - Améliorer la gestion des transhumants ; - Améliorer l'efficacité énergétique des structures sanitaires ; - Renforcer l'adhésion des populations à la mutuelle de santé ; - Renforcer l'autonomie sociale et financière des femmes ; - Augmenter les sites de renforcement nutritionnel ; - Reboiser les structures sanitaires.

3.3. HYDRAULIQUE

Le volet hydraulique occupe une place de choix dans la commune de Sinthiang Koundara. Il faut signaler que la commune dispose de dix (10) forages dont 03 non fonctionnels.

Tableau 8 : Indicateurs hydrauliques. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

INDICATEURS	CARACTERISTIQUES	ORGANES DE GESTION
INFRASTRUCTURES	Forage (10) dont 3 non fonctionnels: Village1(NF) Coumbadiouma, Dyabougou Coly (1/2 NF), Sinthiang samba Sow, Boinguel(NF), Sinthian Koundara Afia, Saré Mamadou Egué, Madina Afia Nasroulaye	Neant
	4 Puits forage dont 3 fonctionnels qui sont équipés en pompes manuelles(2) et pompes motorisé : Hamdalaye(2), Foudou (1) et PK12 (1)	Neant
	Puits modernes avec motricité humaine(11): Wassadou Kantora, Sinthiang Samba Sow, Ngagnare, Sinthiang Koundara centre, Sare mamadou Coumba, Saré Diouldé, SIFAO, Kocoumdoulo et koara	Neant
	21 Puits traditionnels dans des villages de la commune	Neant
Eau de surface	Existence de fleuve, mares, marigots, vallées etc...	Néant

L'accès à l'eau potable pose le problème épineux du manque d'eau et de sa potabilité. Cette situation pose dans toute sa dimension la satisfaction des besoins humains en eau potables, mais aussi pour l'agriculture et pour l'élevage qui occupent une place importante dans les perspectives de développement de l'économie locale de la Commune de Sinthiang Koundara.

Le taux d'accès à l'eau potable de 42% est encore faible. Le taux d'accès à l'eau par adduction d'eau potable est de 15%, il est de 27% par les puits modernes. 20 localités bénéficient d'un système d'adduction à l'eau potable.

Malgré les sécheresses répétées et leurs conséquences sur l'écoulement de surface, les potentialités hydrauliques de la commune sont assez importantes. La baisse de la pluviométrie conjuguée au déboisement a un effet considérable sur les ressources en eau.

Mais, la commune est drainée malgré tout par le fleuve « Gambie » et quelques-uns de ses affluents. D'autres sources d'eau temporaires existent pendant la saison pluvieuse. Il s'agit essentiellement de mares et marigots qui sont utilisés pour certaines cultures et l'abreuvement des animaux.

La construction d'infrastructures hydrauliques repose essentiellement sur ces deux potentialités. L'exploitation des eaux souterraines est facilitée par le niveau de profondeur de la nappe phréatique qui varie entre 25 et 35 mètres de profondeur.

Toutefois, avec le déficit de forages et mini forage, la problématique de l'accès à l'eau potable demeure une tendance lourde pour les populations locales. L'approvisionnement en eau potable de la commune reste dépendant des forages, puits forages, puits modernes et traditionnels.

La vétusté de ses puits traditionnels, leur manque d'aménagement constituent ainsi un risque important en matière de santé publique. Aussi, leur tarissement précoce en saison sèche demeure un problème majeur surtout pour les femmes.

Ainsi pour le respect des Objectifs de Développement du Millénaire (ODD), il urge de procéder à la réalisation de plusieurs forages équipés d'un château d'eau avec une adduction multi-village pour mieux desservir les soixante-dix-neuf (79) villages de la commune.

Tableau 9 : Diagnostic du secteur de l'hydraulique. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

TABLEAU SYNOPTIQUE HYDRAULIQUE		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
- Existence 10 forages ; - Existence de 4 Puits forage ; - Existence de 11 Puits modernes avec motricité humaine ; - Existence de plusieurs puits traditionnels - Existence d'une bonne pluviométrie - Existence de points et cours d'eau (fleuve Gambie et affluents et des marres et marigots)	- Nappe phréatique peu profonde - Baisse de la pluviométrie ; - Difficulté d'accès à l'eau potable ; - Absence de points d'eau dans les structures sanitaires et scolaires ; - Manque d'aménagement et gestion des puits d'eau ; - Insuffisance de forage ; - Insuffisance puits modernes ; - Tarissement précoce des puits ; - Insuffisance de robinets et de bonnes fontaines ; - Non raccordement du forage de Timindalla à Médina Kocoum, Kowar et Kocoum doulo - Forage de Foudou en panne - Coût élevé du prix de l'eau - Insuffisance de l'eau fournie dans la zone - Méconnaissance des techniques de potabilisation de l'eau - Mauvaise gestion des forages (pénurie de carburant) - Sous exploitation du forage de Timindalla	- Fonçage de forage supplémentaire ; - Ngory ; - Darou Salam Manda - Réparation de forage à : - Sinthiang Koundara ; - Augmentation de la capacité des forages de Saré Mamadou Egué, de Coubadiouma, Mbalocounda, de Sinthiang Samba Foulah - Finilisation du forage de Gambissara ; - Adduction multi-villages en eau à ; - Wassadou Kantora ; - Sinthiou Dady Dème, Bourcounda ; - Thiéwel, Bolibana et Saré Collé Diallo ; - Djidah, Saré Bapé, Bousrah et Naoudé ; - Boynguel ; - Kataba, Boulémbou et Héramacono ; - du forage de Timindalla à Médina Kocoum, Kowar et Kocoum doulo ; - les villages de Darou Salam manda, Saré Diouldé, Manda Douane, Sambayel Salla, Saré Habibou et PK12 - Fonçage de mini forage dans les écoles et structures sanitaires ; - Fonçage de puits modernes / hydrauliques à : - Missirah Padion ; - Héramaconoï et II ; - Kalifour Bakari, St Samba Sow, Saré Amadou Coumba, Bakhouléma et Saré Yéro Poulo ; - Sinthiou Dady Dème, Bourcounda, Médina Chérif Diao, Saré Diouldé et Coumbadiouma Coly - Dans toute la zone pour pallier à la panne du forage de Darou Salam Manda - Thiéwel Bassel, Kénéba, Sinthiou Coumbadiouma - Réhabilitation de puits hydraulique ; - Réparation du puits de Ngagnaré et St Sara ; - Réparation des puits de Mbalocounda, Hamdalaye Malang et Syounda - Création de bassins de rétention ; - Aménagement des cours d'eau ; - Gestion des points d'eau ; - Formation sur la potabilisation de l'eau ; - Protection de tous les puits de la Commune ; - Sensibilisation pour le paiement des factures d'eau dans toute la Commune ;

3.4. SPORTS, CULTURE, LOISIRS ET TOURISME:

Comme bon nombre de collectivités locales de la région de Kolda, celle de Sinthiang Koundara dispose de peu d'infrastructures sportives et culturelles destinées aux jeunes. Les quelques rares espaces jeunes ne font l'objet d'aucun aménagement ; c'est le cas de la quasi-totalité des terrains de football qui existent dans la zone. Les Jeunes ne disposent pas de foyers ni d'espaces favorables à leur épanouissement socioculturel.

Cependant, les jeunes sont organisés au sein d'associations sportives et culturelles informelles qui ne fonctionnent que pendant les grandes vacances à l'occasion des tournois de navétanes organisés par l'ODCAV de Vélingara.

Les ASC et Organisations de jeunes sont nombreuses dans la commune mais sont confrontées à un manque de formalisation, de structuration et de reconnaissance juridique. Notons, l'inexistence de centre de formation professionnelle pour renforcer les capacités des jeunes et prendre en charge ceux qui n'ont pas eu la chance de poursuivre les études. La conséquence immédiate est la difficulté d'insertion professionnelle.

D'où dans certains cas une participation très limitée au processus de développement local si ce n'est la possibilité de trouver des alternatives dans les activités comme l'agriculture, la pêche ou le commerce.

Ainsi, la participation des jeunes dans les sphères de décision de la Commune comme le conseil municipal ou les commissions rattachées à l'exercice des compétences décentralisées est très faible.

Plusieurs facteurs aussi bien culturels que sociologiques entravent la mise en place des espaces jeunes.

En effet le transfert des compétences n'est pas suivi d'un transfert opportun des ressources financières pour leur mise en œuvre efficace et efficiente. A cela s'ajoute l'enclavement qui grève les tentatives de développement endogène. Des actions durables devraient être réalisées pour renverser la tendance.

Le tourisme et la culture sont pratiquement inexistants au sein de la commune de Sinthiang Koundara malgré les énormes potentialités dont elle dispose, telles que :

- L'existence de sites touristiques ;
- une culture riche et diversifiée (cérémonies traditionnelles mandingues, bambaras et peulhs) ;
- organisation de séance de lutte ;
- les sorties du masque appelé communément « Kankourang » après les moissons ou au besoin ;
- l'existence d'un bois sacré pour la circoncision des garçons ;
- une forêt avec de vastes étendues boisées, de cours d'eau temporaires, la diversité de la faune...

A cela, il faut ajouter l'organisation annuelle des grandes rencontres religieuses musulmanes dont les plus célèbres sont le Daaka de Madina Gounas et des Gamaux de quelques familles maraboutiques.

La Commune ne dispose d'aucune infrastructure de loisirs, ni de promotion de la culture. Aucune troupe théâtrale formelle n'a été identifiée dans la Commune de Sinthiang Koundara. Aucune journée culturelle n'est régulièrement organisée.

Malgré toutes ses potentialités l'activité touristique et culturelle peinent à trouver ses marques dans la zone.

Le développement du sous-secteur à travers des investissements et un marketing pourrait permettre de gagner des ressources financières supplémentaires aussi bien pour les populations que pour la collectivité territoriale.

En somme l'édification d'infrastructures sportives reste un chantier ouvert pour les autorités locales afin que les jeunes puissent s'épanouir davantage et participent au décollage de leur localité.

Tableau 10 : Diagnostic Jeunesse, Sports, Culture et Loisirs. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Tableau synoptique sports-culture et tourisme		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Existence d'ASC • Existence d'aires de jeux pour le football • Existence de grande tradition culturelle • Existence forêts ; • Diversité culturelle • Existence de cérémonies religieuses •	• Absence de foyer des jeunes • Non aménagement des aires de jeu ; • Manque d'organisation des ASC ; • Manque d'équipements sportifs (ballons, filets, maillots) • Manque de formation des acteurs et encadreurs du sport ; • Insuffisance de l'appui de la commune ; • Manque de formation qualifiée des jeunes • Analphabétisme des jeunes ; • Absence de reconnaissance juridique des ASC ; • Absence de structure de formation des jeunes ; • Enclavement ; • Raréfaction des espèces ; • Absence d'électrification ; • Braconnage ; • Absence de campement ; • Absence de centre socioculturel ; • Absence de journées culturelles ; • Manque d'organisation des acteurs culturels ; • Non appui des acteurs culturels par la commune (non accès au fonds de dotation) ; • Déficit de Vulgarisation des événements culturels ; • Méconnaissance des sites culturels ; • Absence de vision pour le développement de la culture et du tourisme ;	• Construire équiper des foyers des jeunes ; • Aménager et équiper des aires de jeu ; • Renforcer les capacités des ASC • Former les acteurs et encadreurs sportifs (arbitres, entraîneurs, joueurs, etc.) • Former les jeunes en favorisant l'implantation des écoles de formation professionnelles • Initier une stratégie locale de création d'emplois pour les jeunes • Construire d'espaces jeunes ; • Organiser les différentes cultures ; • Former les jeunes aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration ; • Promouvoir la zone ; • Créer des zones amodiées ; • Réhabiliter les campements ; • Aménager les sites touristiques ; • Aménager la forêt classée ; • Construire et équiper un centre socioculturel ; • Renforcer les capacités des acteurs culturels (vie associative, régisseur de plateau, etc.) • Organiser des journées culturelles ; • Mettre en place un agenda culturel ; • Subventionner les acteurs culturels par la commune à travers le fonds de dotation ; • Construire des pistes et routes ; • Définition d'un programme de valorisation des sites touristiques et des événements culturels (communication, sensibilisation, mobilisation des communautés) ; • Appui à la construction de la grande mosquée de Darou Salam Manda, de Coumbadiouma, Thiéwel Bassel et Yéro Poulo ; • Mise en place d'espace pour la vulgarisation de la lutte traditionnelle dans tous les villages centres ; • Construction d'un foyer socioculturel dans la commune.

3.5. URBANISME ET HABITAT

L'implantation des établissements humains à travers l'espace communautaire est généralement caractérisée par un habitat de type dispersé.

Les différentes constructions sont disposées tout azimut. Ce qui cause des difficultés de mobilité dans le terroir villageois, mais également l'insécurité surtout si l'on sait que dans la morphologie de l'habitat rural la paille ou les feuilles de rônier sont prédominantes. Les maisons sont pour la plus part faites en banco, quelques fois crépis en ciment, avec toits en zinc.

Au niveau des villages centres, on rencontre souvent un habitat de type moderne avec des maisons en dur.

C'est ainsi qu'on observe une forte concentration démographique dans les vallées, le long des affluents du « fleuve Gambie » où l'on observe le développement d'activités économiques autour de l'agriculture, l'élevage, l'exploitation forestière et la pêche. Ce sont des zones à haute potentialité agro-sylvo-pastorales.

Depuis sa création la commune ne dispose ni d'un plan de lotissement, ni d'un plan de restructuration des quartiers et encore moins d'outil de planification urbaine pour enclencher une dynamique d'urbanisation maîtrisée.

En effet, il n'y a eu un seul plan de lotissement des habitations dans les villages à vocation économique comme Darou Salam Manda dans la commune. Elle est desservie par la nationale R6 venant de Tambacounda à Kolda sur plus de 40 km et quelques pistes latéritiques qui relient les zones secondaires.

L'habitat de la commune est composé de constructions en dur, en banco et en paille. Depuis sa création la commune ne dispose ni d'un plan de lotissement, ni d'un plan de restructuration des quartiers et encore moins d'outil de planification urbaine pour enclencher une dynamique d'urbanisation maîtrisée. Quant à l'accès à l'énergie de la commune, seul deux villages disposent de l'électricité ; il s'agit de Sinthiang Koundara et de Médina Dégouye ce qui constitue une limite de taille pour la transformation des produits agrosylvopastorales pour l'autoconsommation des ménages qui incombent en grande partie aux femmes. Dans d'autres villages nous notons la présence de quelques installations solaires.

Tableau 11 : Diagnostic Environnement et cadre vie. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

TABLEAU SYNOPTIQUE URBANISME ET HABITAT		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Existence d'un terroir ; • Existence ressources ; • Naturelles ; • Existence de populations et zones d'habitations ;	• Manque moyens Financiers ; • Insuffisance de personnels techniques ; • Absence réseau canalisation ; • Disposition tous azimuts des constructions ; • Insuffisance de routes goudronnées ; • Mauvaise répartition du terroir ; • Difficulté de la mobilité dans la commune ; • Forte érosion hydrique ; • Ravinement des pistes.	• Aménager le terroir ; • Electrifier la Commune ; • Aligner les gros villages de 5 zones ; • Construction d'un réseau de canalisation ; • Elaborer un POAS ; • Elaborer un plan d'urbanisme et d'habitat.

3.6. ASSAINISSEMENT ET HYGIENE

L'hygiène et l'assainissement constituent des indicateurs sur l'évaluation du cadre de vie. A ce niveau il faut noter que la commune dans son ensemble ne dispose ni de réseau d'évacuation des eaux usées, ni de système de gestion des ordures ménagères. Les ordures sont disposées dans la nature, généralement derrière les concessions. On remarque quelques amoncellements d'ordures dans les gros villages tels Coumba Diouma, sinthiang Koundara, Manda douane, etc.

De même, les édifices publics et les latrines familiales sont dans une situation de déficit structurel engendrant un environnement peu attrayant. Cet état de fait pose le problème de la salubrité, des risques d'épidémie et explique dans une certaine mesure la fréquence des maladies diarrhéiques, ce qui peut également entraîner la malnutrition des enfants et ne favorise pas le bien-être de la population particulièrement la bonne prise en charge de la santé du couple mère/enfant souvent vulnérable à l'insalubrité voire l'insécurité sanitaire.

La Commune compte tenu de la faiblesse de ses capacités financières et logistiques intervient peu dans le domaine de l'Hygiène et de l'assainissement.

Les organisations communautaires de base et acteurs locaux (ASC, Groupements de femmes,...) développent souvent des activités éparses et peu efficaces de nettoyage et d'assainissement.

Par conséquent un aménagement de l'espace serait un levier du développement local à travers notamment la facilitation de l'électrification rurale, au branchement sur un réseau d'eau potable et d'assainissement etc. Dans ce registre, l'élaboration d'un plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS) serait bénéfique pour la commune.

Tableau 12 : Diagnostic du secteur de l'Assainissement. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

TABLEAU SYNOPTIQUE ASSAINISSEMENT ET HIGYENE		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Existence d'organisations communautaires de base ; • L'engagement de la collectivité locale ; • Existence de comité de salubrité ; • Existence de partenaires (World Vision). •	• latrines et puits cohabitent dans les concessions (distance avec les puits) ; • Manque de latrines améliorées dans les concessions et des écoles • Absence de matériels d'assainissement au niveau de la commune ; • Présence de dépôts sauvages d'ordures • Absence totale de réseaux et de systèmes d'évacuation des ordures ménagères et des eaux usées ; • Faibles initiatives notées de la part des acteurs locaux et de la collectivité locale dans le domaine de la santé et de l'assainissement ; • Absence de service de contrôle, de répression et d'éducation en matière d'hygiène.	• Développer un projet de sensibilisation des populations sur l'hygiène y compris l'utilisation des latrines; • Construire des latrines modernes au niveau des ménages et des places publiques ; • Construction de latrines et de fosses septiques en rapport avec le PEPAM; • Fourniture de matériels de collecte et de nettoyage ; • Sensibilisation des populations sur les mesures d'hygiène • Doter le Conseil municipal en matériel d'assainissement ; • Construire les margelles des puits ; • Mettre en place un système de gestion des ordures ménagères fonctionnel.

IV. PROFIL ECONOMIQUE

4.1. SECTEURS PRODUCTIFS

4.1.1. AGRICULTURE

L'agriculture est la principale activité économique de la Commune. Elle occupe plus de 80% de la population active et représente la première source de revenus pour les populations.

Les potentialités sont importantes dans ce domaine. Il s'agit notamment :

- D'une importante disponibilité de terres fertiles, malgré la salinisation au bord des affluents du Fleuve Gambie ;
- D'une pluviométrie assez bonne dépassant en moyenne les 900 à 950 mm.
- Des vallées et des bas-fonds aptes à la riziculture et au maraîchage. Ces vallées et ces bas-fonds ne sont pas aménagés, ce qui limite leur exploitation.

Les modes de gestion des terres sont doubles : une gestion traditionnelle et une gestion moderne. La gestion traditionnelle est le résultat d'un droit d'usufruit soit par droit de hache soit par droit de feu. La gestion moderne quant à elle est tributaire du conseil municipal dont l'Etat central a transféré les compétences pour ce qui est des attributions, de la gestion et des litiges foncières depuis la loi sur la régionalisation de 1996. En effet, la commune constitue un gouvernement local avec une autonomie dans la gestion des affaires locales.

Le matériel agricole est rudimentaire avec des tentatives timides d'utilisation de la traction animale. Il existe essentiellement deux types de traction : la traction asine et la traction bovine.

Les principales cultures hivernales sont par ordre d'importance :

- Le mil qui est la base de l'alimentation locale
- L'arachide qui était la principale culture de rente
- Le riz essentiellement cultivé par les femmes et dont la production est autoconsommée
- Le maïs, le niébé, le sorgho, le manioc.

Les cultures maraîchères sont également pratiquées dans la CR et constituent une source d'occupation et de revenus supplémentaires pour les populations au moment où la principale filière de rente connaît des problèmes très sérieux dans tous les segments.

La culture de la banane existe aussi et est beaucoup pratiquée dans la zone de Darou Salam Manda.

L'agriculture a un potentiel important mais fait face à des contraintes qui empêchent son développement notamment au niveau de la production, de la conservation, de la transformation et de la commercialisation.

Les revenus de l'agriculture sont de plus en plus bas et de moins en moins attractifs pour une population très majoritairement jeunes et sans emplois.

Cela est surtout dû à la vétusté du matériel agricole, l'inexistence de matériel de labour moderne. Les agriculteurs utilisent le système attelé aux bœufs, aux chevaux ou aux ânes pour les travaux champêtres.

Les agriculteurs sont confrontés aux problèmes de maîtrise de la transformation et de la conservation des produits et d'écoulement et de commercialisation des produits agricoles principalement de l'arachide.

Toutefois, les exploitants agricoles et les populations se satisfont des dispositions des autorités gouvernementales tendant à promouvoir et à encadrer les communautés, les agriculteurs dans la production d'huile d'arachide communément appelée huile « ségal ».

Le manque d'organisation dans la commercialisation fait que les producteurs bradent le plus souvent leurs productions au niveau des marchés hebdomadaires.

A Sinthiang Koundara, les femmes s'activent beaucoup dans la transformation de l'arachide en pâte. La commercialisation de la pâte d'arachide participe beaucoup à la création de revenu permettant la prise en charge des dépenses liées à la nourriture et la santé.

Les produits de l'agriculture sont commercialisés à 80% pour l'arachide, le mil est beaucoup plus destiné à l'autoconsommation, seul 30% est destiné à la vente.

Les rendements agricoles dépendent dans une large mesure de la fertilité des sols, la pluviométrie, la qualité des semences et des méthodes de conduite et suivi des cultures entre autres.

La faiblesse de ces éléments combinés laisse apparaître au niveau de la commune de Sinthiang Koundara une baisse des rendements de cultures.

Par conséquent, toute action visant une relance du secteur agricole doit nécessairement aller dans le sens d'inverser les tendances lourdes que constituent les différentes contraintes auxquelles elle fait face.

Tableau 13 : Diagnostic de l'Agriculture. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Tableau synoptique agriculture		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Diversités de la production ; • Disponibilité de la main d'œuvre ; • Existence de groupement de femmes ; • Disponibilités de terres riches en humus, notamment dans les vallées ; • Fortes initiatives des populations. • Existence traction animale ; • Disponibilité de matériels agricoles ; • Existence semence et intrants ; • Existence de vallées aptes à la riziculture et à l'horticulture ; • le climat et l'environnement favorables;	• Insuffisance du matériel agricole ; • Erosion, ensablement ; • Accès difficile aux intrants et semences: • Enclavement de la zone ; • Absence de moyens d'évacuation des produits ; • Saisonnalité de l'agriculture ; • Absence d'aménagement des vallées et des bas-fonds ; • Difficulté de commercialisation des produits agricoles (l'arachide) ; • Faible capacité technique des agriculteurs ; • Pression démographique ; • Déficit de magasins de stockage ;	• Réaliser des pistes de production ; • Former les agriculteurs ; • Renforcer le matériel agricole (tracteurs, motoculteurs, houssines, semoirs, charrue, charrette, etc.) ; • Aménager des vallées et des bas-fonds ; • Fertiliser les sols ; • Mettre en place des unités de transformation ; • Aménager et clôturer des périmètres maraichers ; • Réaliser des puits maraichers ; • Doter les producteurs en matériel agricole et en matériel horticole ; • Construire des magasins de stockage ;

	• Absence d'unité de transformation ; • Faiblesse du marché ; • Absence de Périmètres maraichers ; • Absence de puits maraichers ; • Absence de domaine agricole communautaire ; • Manque de produits phytosanitaires ; • Divagation animale ; • Manque de périmètres maraichers aménagés et clôturés • Manque de formation des producteurs • Pauvreté des sols ; • Méconnaissance ou non pratique des techniques pour l'amélioration de la production ; • Mauvaises pratiques culturales ; • Baisse de la pluviométrie ; • Déforestation ; • Non fixation à temps des prix au producteur ; • Déficit d'organisation des producteurs ; • Enclavement et déficit de pistes de production ;	• Mettre en place centrale d'achat ; • Mettre en place des UTC et des produits ; • Réaliser un DAC dans commune • Renforcer les points de collecte d'arachide ; • Former les agriculteurs et maraichers sur les techniques d'amendement de sol et de protection des plantes ; • Doter les producteurs en engrais et produits phytosanitaires ; • Former et organiser les producteurs ; • Faciliter l'accès aux financements ; • Doter en matériel de transformation (plateformes multifonctionnelles dans les villages centres et les villages à forte population ; • Faciliter l'accès à la terre pour la culture • Mettre en place de magasins de stockage dans les villages centres et les villages à forte population ; • Créer des centrales d'achat dans tous les villages centres
--	---	---

4.1.2. ELEVAGE

L'élevage constitue la seconde activité économique de la commune. Il est de type extensif mais bénéficie de zones de pâturages importantes et de beaucoup de mares temporaires qui constituent des sources d'abreuvement non négligeables pour le bétail. L'important pâturage de la saison hivernale est malheureusement non exploité et finie dans les feux de brousse. Dans la commune, l'élevage sert avant tout de moyen de thésaurisation et de sécurisation face aux risques naturels, climatiques, familiaux,...

Le cheptel est essentiellement composé de bovins avec plus de 17098 têtes même.

L'examen de la carte de l'élevage permet de mesurer l'importance et la diversité du cheptel. Le village de Mbalocounda possède à lui seul **8522** têtes suivi de Thimindallah **7521** têtes. De nombreuses localités ont un cheptel supérieur à **1000** têtes. Il s'agit notamment de Hamdallaye Malang (**1882**), de Hamdallaye (**1811**), de Boynguel (**1554**), de Kandiana (**1444**), de Médina Kocoum (**1325**) et Ouassadou Kantora (**1230**). D'après les données recueillies auprès des communautés de base, la taille moyenne d'un troupeau de bovins est estimée entre 50 et 60 têtes. Le cheptel est composé outre les bovins, de caprins estimés à **9121** têtes, d'ovins avec près de **8473** têtes. On note aussi la présence d'équins (**586**) et d'asins (**1498**).

L'aviculture qui y est pratiquée reste traditionnelle et occupe les femmes. Elle permet aux femmes, en commercialisant les produits de la volaille de satisfaire les petits besoins financiers et ponctuels de la famille notamment le règlement des petites ordonnances, l'achat de denrées alimentaires.

La commune souffre d'une absence de parc à vaccination, de magasin de stockage, de fourrière communale, de forages ruraux, de mares aménagées, d'abattoir, d'organisation de la filière viande et de gouvernance du secteur...

Il n'existe pratiquement aucun système de financement adapté permettant de faire des investissements conséquents à moyens et long terme. La sécurité du bétail (vol de bétail) reste un problème dans la Commune de même que l'insuffisance des zones de pâturages réglementées.

Ainsi, le suivi sanitaire est souvent absent et les techniques de production restent encore traditionnelles.

La commune ne dispose que d'un agent du service vétérinaire et sept (7) auxiliaires vétérinaires dont leurs formations à besoin d'être renouvelé périodiquement.

Les principales pathologies dont est victime le cheptel sont :

- le charbon symptomatique ;
- la pasteurellose des grands et petits ruminants ;
- la fièvre aphteuse ;
- la peste des petits ruminants ;
- la dermatose nodulaire.

Un programme de vaccination contre la dermatose et le charbon symptomatique est souvent envisagé à la fin de l'hivernage.

Le cheptel utilise pour son abreuvement, les vallées et mares qui sont remplies pendant l'hivernage. Quand ces dernières s'assèchent vers Avril, les éleveurs font recours aux puits.

Malgré l'importance de la demande, le programme d'insémination artificiel est assez timide dans la commune.

La dynamique organisationnelle se fait au tour de l'association des bouchés et de la maison des éleveurs. Cependant, leur dynamisme reste très faible.

Toutes ces contraintes se traduisent par des rendements faibles en lait et en viande et des revenus de plus en plus faibles et par des conflits entre les propriétaires des champs de culture et ceux des animaux domestiques.

Tableau 14 : Diagnostic du Secteur de l'Elevage. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Tableau synoptique élevage		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Diversité du cheptel (ovins, caprins, bovins, asins, volailles) ; • Disponibilité de pâturages ; • Existence de la forêt ; • Disponibilité des points d'eau en hivernage ; • Existence de zones de pâturage ; • Existence d'une laiterie fonctionnelle à Timbindala ; • Existence d'un agent vétérinaire et de 7 auxiliaires ;	• Insuffisance de points d'eau ; • Manques de puits modernes et abreuvoirs ; • Assèchement des mares en saison sèche ; • Récurrence des maladies des animaux ; • Absence parcs à vaccination. • Insuffisance d'unités de transformation laitière • Absence de dépôt de pharmacie véto ; • La surcharge des pâturages ; • Recrudescence les feux de brousse en saison sèche ; • Absence de magasins de stockage de d'aliments ; • Insuffisance de relais vétérinaires ; • Difficultés d'accès aux aliments de bétail et de volaille ; • Non-respect des parcours de bétail • Absence de foirail ; • Conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs ; • Vol de bétail ; • absence de circuits d'écoulement des produits locaux ; • Système de production traditionnel • Manque d'abreuvoir • Race peu productrice en lait • Absence de zone de pâturage • Les terres sont le plus souvent affectées à l'agriculture • Insuffisance des marchés du bétail • Absence de méthode pour la conservation du lait et de la viande • Manque d'abattoirs • Manque de chaîne de froid • Conditions de crédit hors de portée des éleveurs • Absence de système de financement • Méconnaissance des sources de financement	• Aménager des points d'eau ; • Matérialiser les parcours de bétail ; • Créer des unités de transformation du lait ; • Faire le marquage des animaux ; • Construire et équiper un abattoir ; • Créer une fourrière municipale ; • Créer des parcs de vaccination ; • Mise à disposition d'auxiliaires attestés ; • Développer des projets avicoles ; • Construire des magasins de stockage des aliments bétail ; • Réhabilitation des mares des 6 zones ; • Sensibiliser les éleveurs sur l'importance de l'élevage intensif et les créneaux porteurs (stabulation des bovins, l'embouche bovine, volaille traditionnelle, introduction de coqs de race etc.); • Promouvoir l'exploitation intensive pour l'embouche bovine ; • sensibiliser sur l'Insémination artificielle ; • Renforcer la sécurité ; • Former les éleveurs ; • Renforcer les capacités des éleveurs en technique de fabrication d'aliments ; • Mise en place de comités de lutte contre les feux de brousse ; • Fonçage de puits pastoraux ; • Facilitation pour le rapprochement des points de vente d'aliment du bétail • Organisation des producteurs • Facilitation pour l'appui aux financements • Mise en place d'abreuvoirs dans tous les villages • Promouvoir une politique de traçabilité du cheptel • Plaidoyer pour une sanction exemplaire des voleurs de bétail • Renforcement des capacités des producteurs en élevage en élaboration de plans d'affaires, recherche de fonds • Création de chemins de parcours du bétail • Création de zones de pâturage • Promotion des cultures fourragères

		• Mise en place et équipement des comités de vigilance • Mise en place d'abattoirs dans la commune • Communication et sensibilisation sur la gestion des conflits
--	--	---

4.1.3. FORESTERIE

La Commune de Sinthiang Koundara dispose d'importantes ressources forestières. Malgré les défrichements pour l'acquisition de terres neuves, l'existence de quelques lambeaux de forêts dans le domaine des sols latéritiques du terroir constitue un atout pour la pratique de l'activité de foresterie.

Elle repose essentiellement sur la cueillette des fruitiers non ligneux et l'exploitation du bois. Autant pour le bois que pour les fruits, la diversité des espèces est d'un très grand apport. Les espèces convoitisées sont le *Cordyla Pinnta*(dimb), le *Parkia biglobosa*(Nété), le *Saba senegalensis*(Mad), le *Zyziphys Mauritania*(jubilier) le *Cola cordifolia*(Taba), l'*Andagonia digitata*..

Les femmes en tirent d'importantes ressources qui contribuent à leur autonomisation financière. Les modes d'exploitation sont essentiellement individuels. IL n'existe pas de groupements spécialisés dans la production ou l'exploitation de tel ou tel arbre fruitier en raison de l'absence de structure de transformation de produits locaux.

D'autres espèces comme le *Oxythénentera abissynica*(wakh), le *Cordyla pinnata*, le *Prosopis africana*(khiire), le *Grevia Bicolor*(Kel), le *Ptérocarpus Erinaceus*(Venn), le Crintin et le *Khaya Senegalensis* sont fortement prisées en raison de leurs immenses potentiels en fourniture de bois.

Les actions de préservation et de restauration des ressources forestières sont encore peu développées. Cependant le PROGEDE II intervient en appuyant la commune dans le processus d'aménagement participatif de la forêt communautaire.

Toutefois dans les espaces d'habitations et agricoles certaines espèces sont exploitées pour la consommation mais également pour les besoins d'activités génératrices de revenus. Il s'agit essentiellement des manguiers, des orangers, des papayers, des baobabs, des jujubiers, et des anacardiens.

L'exploitation des arbres se fait à un rythme effréné. Elle n'est pas sans un certain nombre de contraintes qui limitent leur capacité de régénération.

La conséquence est un dysfonctionnement du cycle de l'eau dont les répercussions sur l'agriculture, la pluviométrie, la fertilité des sols entre autres sont sans commune mesure.

Les modifications du climat auront de sérieuses conséquences sur les ressources forestières de la commune de Sinthiang Koundara. Les changements climatiques vont augmenter la pression économique pesant déjà sur la population agricole et ses exploitations. Certaines activités agricoles, voire des exploitations compétitives, pourraient ne pas survivre aux extrêmes climatiques. Il pourrait découler de tels phénomènes des risques de surexploitation des forêts pour faire face aux tensions économiques engendrées.

Les écosystèmes de Sinthiang Koundara comprennent deux forêts (Sinthiang Koundara Est : 7 268 ha et Sinthiang Koundara Ouest : 567 ha), des parcours naturels, les zones humides et les terres non agricoles. Le risque de grands incendies (feux de brousse) s'accroît à cause de

l'augmentation des températures et de l'inflammabilité des biomasses, un tel risque pèsera sur le patrimoine (destruction de biens) et sur la population (insécurité).

L'analyse participative des informations collectées montre que le bois, les plantes aromatiques et médicinales et les ressources mellifères sont des potentialités en ressources forestières exploitées et pourraient être valorisées. Les sites écologiques et leurs intérêts écotouristiques sont des créneaux porteurs pouvant être développés pour diversifier et améliorer les sources de revenus de la population dans le cadre d'une gestion intégrée des ressources offertes par le milieu forestier.

L'analyse du secteur de l'exploitation forestière montre qu'il constitue un secteur stratégique pour la création de revenus pour les populations de la commune. Seulement en plus des effets naturels qui causent la disparition des espèces forestières et fauniques. Ces réserves contribuent à la reconstitution de la population faunique, provoquant ainsi le retour de nombreuses espèces animales (le chacal, les rats palmistes, les singes, etc...), la réduction du couvert végétal par suite d'un déficit hydrique important et d'une forte évapotranspiration qui risquent de décimer les espèces végétales les moins résistantes à la sécheresse.

Tableau 15 : Diagnostic de la Foresterie. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

Tableau synoptique foresterie		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Une flore abondante ; • Ressources forestières ; • Disponibilité de points d'eau	• Baisse des ressources forestières ; • Absence de plan d'aménagement des forêts ; • sous équipement des comités de lutte contre les feux de brousse • Absence de surveillance ; • Exploitation abusive et frauduleuse du bois d'œuvre ; • Absence d'unité de transformation des produits forestiers non ligneux ; • Méconnaissance des textes en matière de GRN • Absence d'organisation des exploitants ; • Défrichement non réglementaire ; • Erosion hydrique et éolienne ; • Disparition de certaines espèces animales (buffle, lion, panthère, antilope) à cause du braconnage ; • Recrudescence des feux de brousse ;	• Reboisement des forêts ; • Création de bassins de rétention ; • Elaborer un plan d'Aménagement des réserves naturelles communautaires ; • Création de pépinières ; • Ouvrir des pare feux ; • Mise en place d'unité de transformation des produits forestiers non ligneux ; • Organiser les exploitants ; • Sensibilisation sur les textes en matière de GRN ; • Création et aménagement de forêts ; • Reboisement de plantes en voie de disparition ; • Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'aménagement de la forêt communautaire ; • Créer, équiper et former des comités de lutte contre les feux de brousse ; • Promouvoir la Régénération naturelle assistée (RNA)

4.1.4. COMMERCE ET ARTISANAT

Avec son seul marché hebdomadaire localisé à Darou Salam Manda qui assure l'importance des échanges entre la population de la collectivité territoriale, celle environnante et celles de des républiques de Gambie et Guinée Conakry., la commune de Sinthiang Koundara est peu dotée en infrastructures d'échange. L'activité commerciale reste timide et est davantage consacrée aux produits agricoles et la vente du bétail et des produits dérivées surtout des denrées de première nécessité (huiles ; riz, sucre ...). La Gambie, les villes de Tambacounda et Vélingara sont les premiers lieux d'approvisionnement pour les commerçants et les grands acheteurs.

Par ailleurs, l'existence de boutiques aux niveaux quartiers /villages assurent quotidiennement les services marchands. Outre, les petits étales dans les concessions assurent une relative dynamique de femmes autour du petit commerce avec une rentabilité très limitée.

Les difficultés sont nombreuses en ce qui concerne l'approvisionnement en denrées de première nécessité du fait de l'enclavement des villages et de l'état défectueux des rares pistes latéritiques existantes.

Ses contraintes entraînent des ruptures fréquentes de produits, la rareté de certains produits, le pourrissement des produits périssables du fait de l'absence de chaîne de froids et de conservation.

En ce qui concerne l'artisanat, on y décompte des menuisiers, des cordonniers, des forgerons, des maçons, des couturiers, coiffeurs etc. C'est l'une des activités rurales les plus importantes de par sa fonction dans l'économie locale.

Ce secteur, où regorge des jeunes et des femmes est à la fois un espace de socialisation, un générateur de plus-value économique en satisfaisant une demande locale assez forte et diversifiée en outils agricoles, équipements de confort et matériels divers.

Les principaux métiers rencontrés dans la commune sont répartis dans l'artisanat de production et l'artisanat de service.

Au stade embryonnaire dans cette collectivité territoriale, l'artisanat n'est pas encore développé ni varié. Les problèmes fondamentaux du secteur sont la quasi absence d'électricité, l'extrême précarité de l'outillage, les lacunes dans la formation professionnelle, la difficulté d'accès au crédit et aux marchés. Mais faudrait-il que ces artisans se regroupent en organisations légalement constituées pour assurer leur promotion.

Ainsi, l'amélioration de ce secteur important doit passer sur la formation et le perfectionnement des artisans, l'approvisionnement en matières premières, l'organisation des artisans, la facilitation de l'accès à un fonds d'investissement et à un fonds de roulement, l'accès facile à l'énergie de production (électricité) de façon permanente pour promouvoir l'économie locale.

Tableau 16 : Diagnostic du Secteur Commercial et Artisanal. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

Tableau synoptique Commerce et Artisanat		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
- Ressources disponibles; - Existence d'un marché hebdomadaire dans la commune; - Existence d'un marché sous régional à dimension sous régionale ; - Existence de produits agricoles et forestiers ; - Existence de plusieurs corps de métier: menuisiers (bois et métallique), charpentiers, maçons, forgerons, tailleurs, boulangerie, coiffure, beauté, teinture etc.	- Difficulté d'écoulement des produits ; - La cherté des prix des denrées de consommation courante ; - Déficit de magasins de stockage ; - Absence d'unité de transformation des produits locaux ; - Difficultés d'accès à un fonds de roulement - Enclavement - Pouvoir d'achat faible des acheteurs - Concurrence des produits venants des pays frontaliers ; - Manque de chaîne de froid - Absence de fond d'équipement ; - Rareté des matières premières ; - Cherté des matières premières ; - Manque de qualification des artisans ; - Manque de moyens matériels et financiers ; - Manque d'énergie électrique - Manque de centre de formation et d'encadrement des artisans ;	- Désenclaver la zone ; - Aménager un marché permanent; - Mettre en place d'unité de Transformation des produits locaux ; - Construire des magasins de stockage ; - Faciliter la création de marché fonctionnel avec halls et cantines dans le chef lieu de la Commune ; - Plaidoyer pour la sécurité des marchandises ; - Faciliter la mise en place de boutiques de référence dans les villages centres ; - Sensibilisation et organisation des femmes et groupements de femmes à mieux gérer les activités de petits commerces ; - Plaidoyer pour une électrification de la Commune ; - Plaidoyer pour le consommateur local et la protection des produits locaux. - Mettre en place un centre de formation professionnel et de perfectionnement à Sinthiang Koundara ; - Organisation des acteurs de l'artisanat ; - Appui/facilitation aux financements des activités des artisans (fonds d'équipement & de roulement) - Programme de régénération d'espèces de bois d'œuvre dans la forêt Communautaire ;

En dépit des atouts décelés, le secteur productif est confronté à des contraintes liées au manque de professionnalisme des acteurs, le déficit en formation, en équipement et en

infrastructure, l'insuffisance d'assistance à la production, l'enclavement des zones de production et les changements climatiques.

Par contre, les initiatives portées par les groupes, qu'elles soient autogérées et/ou suscitées par un ou plusieurs partenaires sensibles aux enjeux du changement climatique, impactent plus et influencent les transformations à la base.

L'option prise ici est de retenir les initiatives à dimension communautaire, reconnues par des groupes assez représentatifs dans un ou plusieurs villages. Celles-ci sont en cours et méritent d'être soutenues pour renforcer leurs caractères intègres.

4.1.5. Pêche

La pêche n'est pas bien développée dans la commune. Elle n'est pratiquée que la localité de Rawdatou Gouloumbou où elle procure des revenus aux exploitants.

Elle est de type artisanal avec des prises faibles constituées de petits poissons.

Les ressources tirées de la pêche sont principalement destinées à la consommation et le reste est écoulé en partie dans les villages environnants.

Le potentiel en matière de pisciculture n'est pas exploité. Les populations s'approvisionnent en poisson auprès des vendeurs provenant généralement de la Commune de Vélingara.

Le sous-secteur est en proie à des contraintes qui mériteraient des actions afin de faire de la pêche un important levier de développement notamment dans le cadre de la création d'emplois, de la génération de ressources et la recherche d'une sécurité alimentaire pour les populations locales. Le développement de la pisciculture serait d'un apport considérable au secteur de la pêche.

Tableau 17 : Diagnostic du Secteur de la Pêche. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Tableau synoptique pêche		
ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Existence des affluents du fleuve Gambie ; • Existence de vallées ; • Disponibilité d'un technicien de pêche basé à Vélingara • Existence de pêcheurs traditionnels ; • Existence de personnes engagées à s'investir dans la pisciculture ; • Disponibilité des ressources halieutiques	• Absence de projets piscicoles ; • Faiblesse des initiatives de la CT ; • Absence de point de vente aux poissons ; • Manque de matériels adéquats ; • Absence de filets adaptés ; • Déficit d'organisation des acteurs. • Tarissement précoce des points d'eau ; • Déficit de formation des acteurs ; • Ensablement des cours d'eau ; • Manque de chaînes de froids ; • Manque d'équipement de transformation ; • Exploitation artisanale ;	• Former les acteurs ; • Organiser les acteurs ; • Equiper les acteurs ; • Installer des bassins piscicoles ; • Construire 1 marché aux poissons • Aménager les bas-fonds • Créer une unité de Transformation des ressources locales ; • Curer les points d'eau ; • Faciliter l'accès aux crédits ; • Créer une unité de poissonnerie dans la zone de pêche.

4.2. Secteur d'appui à la production

4.2.1. Transport et communication

Traversée par la RN6 sur 40 km qui est la seule route bitumée existante, la commune de Sinthiang Koundara est peu pourvue en infrastructure et services de transport. Nous notons l'existence de 3 tronçons de pistes latéritiques de en état de dégradation avancé.

Ces infrastructures assurent une relative dynamique en matière de commerce et écoulement des produits agricoles et de l'élevage.

Cependant, la disparité de la couverture par localité crée une situation d'inaccessibilité voire d'enclavement restrictive au développement économique des localités. Le transport des personnes et des biens, est assuré par les taxis brousse venant de Darou Salam Manda, les charrettes et les vélos-mobylettes.

Le transport automobile est uniquement assuré par les cars venant de Tambacounda, Vélingara et Darou salam manda. C'est à travers ses cars que s'effectuent les déplacements des populations des différents villages de l'intérieur pour se rendre à Darou salam manda le principal pôle d'attraction. En outre on note le transport à bord de quelques motocyclettes Djakarta, de vélos ou de charrettes.

L'unique gare routière de la commune est à Darou salam manda avec un statut international en direction de la république de Guinée Conakry.

Tableau 5 : pistes principales dans la Commune de Sinthiang Koundara.

Localisation	DISTANCE
Pistes à réaliser pour assurer le désenclavement de la commune	
bolibana-Gambissara	7 km
Mballocounda-Dinguiraye	10km
St Koundara-Gambissara	34km
Ngawel-Médina	52km
Mamadou Egué-yoro poulo-Samba Sow- Aidé Mady	15km
Pistes de production dans toute la zone de Coumbadiouma	3km
Piste latéritique St Sara-st Koundara	18km

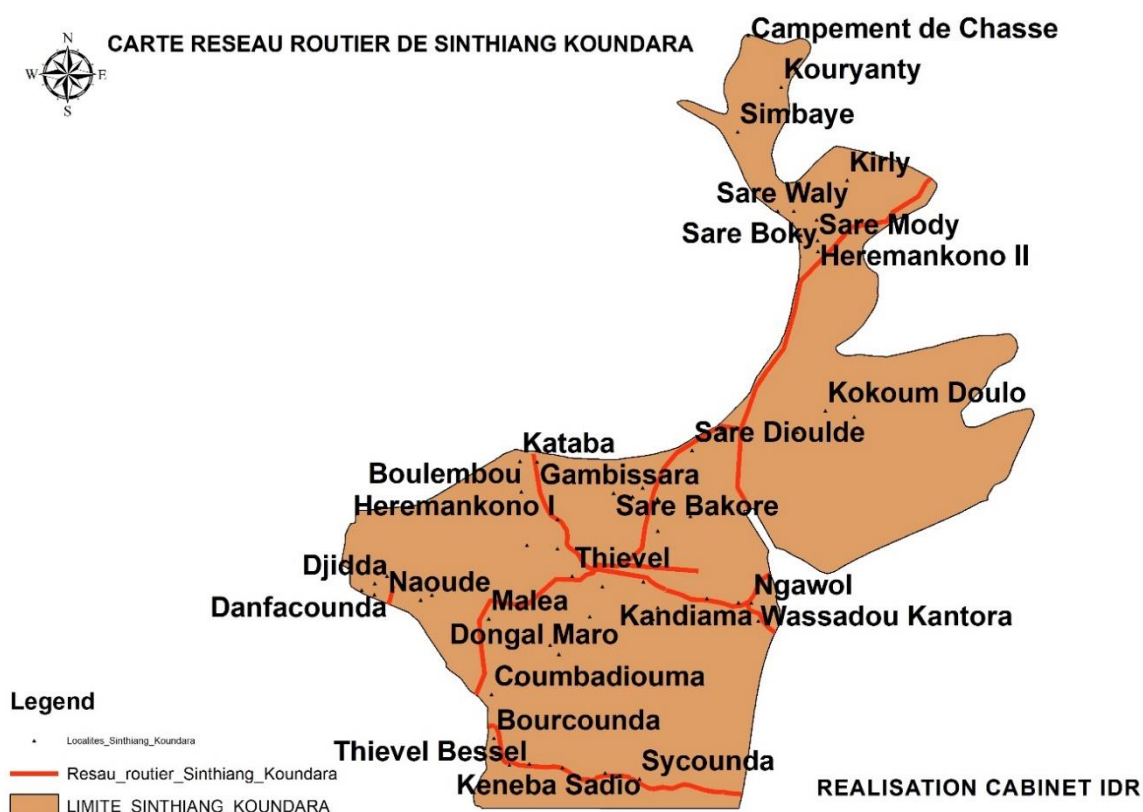
Source : Enquêtes PDC 2019.

Au niveau de ces points de passages difficiles, il est urgent de construire des ponts adéquats afin de permettre aux populations de circuler pendant l'hivernage.

Tableau 6 : Sites nécessitant des ouvrages d'affranchissement dans la Commune de Sinthiang Koundara

Passages difficiles nécessitant des ouvrages d'affranchissement	nbre et long ouv
• Pont entre Bourcounda et Kandaby	50m x 2
• Pont entre Sambacounda –djidah, ,	30m
• Boynguel-St chérif	40 m
• Boynguel-Naoudé	50m
• Pont entre Danfacounda et Djiddah	20mx2
• Construction du pont de Manding Moussa	20m
• Pont entre Boulimbou et Gambissara	20mx2
• Pont entre Bourcounda et Kandaby	30m
• Pont entre Sambacounda –djidah, ,	20m
• Boynguel-St chérif	30mx3
• Boynguel-Naoudé	30mx2
• réparer le pont de Wassadou Kantora	20m ; 30m

Source : Enquêtes PDC 2019.



Globalement, l'accès géographique à une route (piste ou route bitumée sur un rayon de 5 km) est de 39% soit 31 villages couverts sur 79 soit un gap 58 établissements humains en besoins d'ouverture afin d'asseoir une dynamique des affaires pour le développement territorial intégré.

En ce qui concerne la couverture sur les technologies de l'information, les communications et surtout l'accès aux services financiers ; la commune de Sinthiang Koundara est parent pauvre. Le réseau de communication est assuré par la téléphonie mobile par la SONATEL à travers ses antennes orange implantées à Sinthiang Koundara et Darou Salam Manda. Le réseau orange est disponible sur presque tout le territoire communal et les autres opérateurs Tigo comme Expresso.

Au niveau de l'audiovisuel, seuls les signaux de la RTS, et des radios communautaires de Vélingara et la RFM sont captés dans la Commune.

Si le développement des radios communautaires est sans conteste dans l'espace sociopolitique sénégalais, il est à noter que la commune n'en dispose pas.

En ce qui concerne les opérations financières formelles des habitants de la Commune, elles s'effectuent à Vélingara ou Tambacounda car il n'existe aucune institution financière installée sur place.

Ce pendant le développement de certaines initiatives avec des opérateurs téléphoniques comme orange dans le cadre de son produit « Money transfert, Orange Money, Wari, Tigo Cash... », l'amélioration de l'accès aux TIC et l'installation d'un Bureau de Poste pourraient amorcer une dynamique de transaction et impacter positivement le Développement Economique Local.

D'où la nécessité de relever ce défi pour entrer dans l'ère de l'intégration numérique communautaire et des affaires.

Tableau 20 : Diagnostic du Transport, TIC, IMF. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

TABLEAU SYNOPTIQUE TRANSPORT, TIC ET SERVICE FINANCIER

ATOUTS	GAPS OU DIFFICULTES	ACTIONS PRECONISEES
• Existence de pistes ; • Existence de ponts d'affranchissement ; • Existence d'une gare routière à dimension internationale • Existence de GIE, GPF ; • Existence d'actionnaire ; • Existence bétail ;	• Enclavement ; • Rareté de moyens de Transports inter villageois ; • Faible couverture des pistes ; • Mauvais état des pistes • Insuffisance d'antennes. • Véhicules vétustes • Trafic peu dense à certaines heures • Moyens de transport rudimentaires • Absence d'électricité • Pénurie de carburant • Recouvrement difficile des crédits ; • Difficulté d'accès aux crédits ; • Taux d'intérêt élevés ; • Retard dans l'allocation des crédits ; • Déficit de sensibilisation ;	• Construction routes et pistes ; • Appui en moyens logistiques ; • Electrification ; • Construction d'une gare routière à Sinthiang Koundara ; • Construction d'antennes. • Réhabiliter le pont de Sinthiang Koundara • Réparation du pont St Koundara-Bolibana • Réfection des pistes bolibana-Gambissara, Mballoounda-Dinguiraye, Sinthiang Koundara-Gambissara, Ngawel-Médina, Mamadou Egué-yoro poulo-Samba Sow- Aidé Mady • Pistes de production dans toute la zone de Coumbadiouma • Pont entre Bourcounda et Kandaby • Pont entre Sambacounda -djidah, Boynguel-St chérif, Boynguel-Naoudé ; Danfacounda et Djiddah ; Boulimbou et Gambissara • Construction du pont de Manding Moussa • Réparer le pont de Wassadou Kantora • Réalisation de Piste latéritique St Sara-st Koundara • Plaidoyer pour une meilleure couverture radio/TV/téléphone • Sensibilisation pour une meilleure organisation de la gare routière de Darou Salam Manda • Rapprochement des institutions financières ; • Faciliter l'accès aux crédits • Plaidoyer pour une meilleure couverture radio/TV/téléphone

V. PROFIL GOUVERNANCE

La gouvernance devait être comprise comme une gestion participative et concertée de la commune par des élus locaux. Ces derniers, plus proche de la réalité, connaissent mieux les besoins de la population. Cela nécessite la mise en place d'une équipe qui, avec la participation effective des acteurs locaux, impulse le développement de la localité. A cela s'ajoute l'étude de la gestion des affaires locales avec les différents acteurs qui y interviennent afin d'apprécier la gouvernance. L'analyse du budget donnera une idée sur les finances locales et les possibilités financières de la commune.

5.1. PROFIL DES ELUS

Le conseil municipal, composé de 46 élus, est structuré en bureau exécutif de 3 membres et 11 commissions techniques cadrant avec les domaines de compétences transférées aux communes. L'esprit de la mise sur pied de ces commissions vise à donner à cette instance une bonne lisibilité de l'ensemble des secteurs intéressant la promotion et le développement de la collectivité territoriale.

Les destinées du conseil municipal de Sinthiang Koundara sont assurées par un maire. Il est secondé par deux adjoints et est assisté par un secrétaire municipal (SM).

Les tableaux ci-dessous donnent une visibilité de la composition du conseil municipal en termes de sexe, de localisation par zone de provenance, de tranche d'âge et de niveau d'instructions :

Tableau 21 : Répartition des conseillers par Sexe. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Sexe	Effectifs	Pourcentage
Hommes	24	52%
Femmes	22	48%
Total	46	100%

Tableau 22 : Répartition des conseillers par zone. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2018

Zones	Effectifs	Pourcentage
Sinthiang Koundara	13	28,3%
Timmindallah	9	19,5%
Coumbadiouma	16	34,8%
Courbambéry	8	17,4%

Tableau 23 : Répartition des conseillers par tranche d'âge. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Tranche d'Age	Effectifs	Pourcentage
« 25 à 45 ans »	17	36,9%
« 46 à 60 ans »	27	58,7%
« 61 à 80 ans »	02	4,4%
Total	46	100%

Tableau 24 : Niveau d'étude des conseillers. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Niveau d'étude	Effectifs	Pourcentage
Primaire	06	13,04%
Moyen	0	0%
Secondaire	5	10,86%
Supérieur	0	0%
Alphabétisation	14	30,43%
Non Instruit	21	45,65%
Total	46	100%

Au vu de ces tableaux, on se rend compte que la question genre est bien prise en compte avec une bonne représentativité des femmes au niveau du conseil soit 48% du nombre total des conseillers. Les Objectifs pour le Développement Durable (ODD) ainsi que l'approche genre voudraient plus d'équité et d'égalité sur la représentativité des femmes dans les instances de prise de décision. Les études sur le genre, l'égalité des sexes etc., ont également montré que les femmes sont des acteurs incontournables dans le processus de développement local donc leur implication effective doit s'imposer. Aussi, le conseil est constitué de seulement 4,4% de personnes du 3ème âge.

Concernant la répartition par zone, la prépondérance des zones de Coumbadiouma avec 16 conseillers soit 34,8% et Sinthiang Koundara avec 13 conseillers soit 28,3% s'explique par leur ancienneté et leur population. Ensuite, nous avons les deux dernières zones, Timmindala qui détient 09 Conseillers et enfin la dernière zone Courbambéry qui dispose de 08 conseillers soit 17,4% des conseillers.

Nous pouvons aussi noter que le niveau d'étude des conseillers est très faible puisque 45,65% des conseillers sont non instruits et 30,43% alphabétisés en arabe ou Langues locales. Cela constitue une limite énorme pour une bonne gestion de la mairie

L'analyse de ces aspects s'avère très importante car on peut affirmer que le conseil municipal a beaucoup de limites pour une prise en charge totale des préoccupations des différentes couches de la population. Il faudrait également mentionner le dynamisme et l'engagement du Maire, du secrétaire municipal dynamique et du responsable de l'état Civil. Ce qui constitue un atout considérable pour l'institution.

5.2. DISPOSITIF DE BONNE GOUVERNANCE

5.2.1. Fonctionnement du conseil municipal

Le conseil municipal a vu le jour au lendemain des élections locales du 29 juin 2014. Le conseil se réunit régulièrement. Il a organisé des réunions dans le cadre de l'orientation budgétaire. Tous les acteurs économiques et sociaux sont représentés dans l'équipe. Le conseil est dirigé par un bureau composé d'un maire et de deux adjoints.

La participation active de la population est une préoccupation du conseil municipal. Pour cela, des cadres de concertation locale doivent être installés dans les différentes zones pour servir d'instruments de réflexion et de courroie de transmission entre le conseil et les populations. La jeunesse à travers les ASC et les femmes à travers les OF et associations participent à la gestion sociale de la commune.

5.2.2. Société civile et dynamiques locales

Formée par l'ensemble des organisations et associations, les OCB en tant que membres de la société civile sont les représentants des populations locales. Ces dernières font différentes sortes d'activités et entretiennent entre elles des rapports d'interdépendance et de solidarité. Elles sont en collaboration avec le conseil municipal, mais aussi avec des structures externes qui agissent

pour le développement de la localité. Parmi ces dernières, nous pouvons citer les APE, OR, CDS, GPF, GIE, ASC, associations des ressortissants et les Comités de Gestion.

5.2.3. Redevabilité

La redevabilité commence à être bien comprise aussi bien par les élus que par les citoyens. En effet, lors des échanges avec les acteurs, nous avons pu constater que le concept n'était pas entièrement inconnu dans la zone. Les sessions du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) permettaient un tant soit peu aux élus d'interagir avec les communautés. Le rôle des services techniques et des structures d'encadrement serait d'accompagner les initiatives de redevabilité en faisant de l'intermédiation entre l'offre et la demande, mais aussi en apportant leur expertise et connaissances du milieu pour favoriser ces tribunes de dialogue.

Dans le cadre de l'amélioration de la redevabilité des collectivités locales, la capitalisation des expériences passées et en cours dans d'autres localités doit permettre de disposer d'un bon cadre d'apprentissage permettant de valoriser les réussites et d'éviter les facteurs d'échec. L'expérience des audiences publiques, de l'observatoire de la démocratie, des émissions radios ou encore du budget participatif constituent des plus-values à capitaliser.

5.2.4. Coopération décentralisée

Dans le cadre de la coopération décentralisée, la commune n'a signé aucune convention de partenariat. Des ONG, IMF et mutuelle de Santé y interviennent dans le domaine de la formation, le financement des projets et la Santé.

5.3. GOUVERNANCE BUDGETAIRE

Ce tableau illustre le budget de la commune durant ces trois dernières années, les grandes masses financières se présentent comme suit :

Tableau 25 : Diagnostic du Budget des trois dernières années de la commune. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

Années	Section Fonctionnement		Section Investissement		Total
	En FCFA	Pourcentage	En FCFA	Pourcentage	En FCFA
2015	50 453 792	67.7%	24 042 456	32.3%	74 496 248
2016	41 954 008	78.8%	11 245 006	21.2%	53 199 014
2017	26 750 774	86.6%	4 120 795	13.4%	30 871 569

Source : Comptes de gestion 2015 et 2017 de la CM de Sinthiang Koundara.

L'étude sur trois années a montré une nette augmentation du montant des dépenses exécutées par entre 2015 et 2017.

- **Les dépenses de fonctionnement**

Elles sont assurées par les recettes de fonctionnement de la CM (qui comprennent les recettes propres et les fonds de dotation de l'Etat) et sont constituées entre autres :

- des dépenses liées aux indemnités de représentation du Maire et des vices présidents ;
- des dépenses de biens et services extérieurs comme l'acquisition de fournitures de bureaux, l'entretien et la maintenance, les dépenses de communication, etc.
- des dépenses relatives aux fournitures scolaires, aux produits pharmaceutiques et d'hygiène ;
- des autres charges de gestion courante (carburant, frais de mission, soutien aux ASC).

La structure des dépenses de la section fonctionnement de la CM de Sinthiang Koundara révèle six (6) principales composantes que sont : le cabinet du Maire, le secrétariat et bureaux, les recettes municipales, l'éducation, la santé et les dépenses diverses.

L'analyse de leur niveau d'exécution montre que le cabinet du Maire, Secrétariat et bureaux et les dépenses liées à l'éducation, la jeunesse, appui aux étudiants, sport et la culture restent prédominantes.

- **Les dépenses d'investissement**

Les textes de la décentralisation stipulent que les dépenses d'investissement permettent la réalisation des équipements, bâtiments et infrastructures, ainsi que l'acquisition de matériels relatifs à ces travaux.

L'étude du tableau relatif à la composition des dépenses d'investissements opérés par la CM de Sinthiang Koundara montre qu'elles concernent pour les trois années (2016-2017 et 2018) la construction et réparations de bâtiments, la construction d'ouvrages d'affranchissements, la construction et équipement sanitaire, la réalisation de points d'eaux et d'adduction et équipements scolaires avec un pourcentage plus élevé dans le premier cas.

- **Analyse du taux d'exécution des dépenses de la Commune**

La situation des dépenses de la CM de Sinthiang Koundara pour les années 2015, 2016 et 2017 peut se résumer dans le tableau ci-dessous.

Tableau 76 : Niveau d'exécution des dépenses en 2016 et 2018

Rubriques	2015	2016	2017	Moyenne
Section Fonctionnement	50 453 792	41 954 008	26 750 774	39 719 524
Section Investissement	24 042 456	11 245 006	4 120 795	13 136 085
Total	74 496 248	53 199 014	30 871 569	29 700 000

Source : Comptes de gestion 2015 à 2017 de la CM de Sinthiang Koundara

Le tableau permet de tirer trois grands enseignements :

- l'écart constaté entre les prévisions de dépenses et les montants réellement exécutés ;

- une meilleure maîtrise des dépenses de fonctionnement que celles d'investissement ;
- une meilleure prise en compte des dépenses d'investissement au détriment de celles consacrées au fonctionnement.

La meilleure prise en compte des dépenses d'investissement au détriment de celles de fonctionnement peut attester de la volonté du conseil municipal d'œuvrer pour une satisfaction des besoins prioritaires des populations locales. En effet, durant ces trois années, des équipements scolaires et sanitaires ont été construits dans le but d'atténuer le déficit en infrastructures sanitaires dans l'espace communale d'une part, et d'autre part des ouvrages scolaires ont été réalisés.

➔ **Eléments d'analyse budgétaire**

Au terme de cette analyse financière, il convient de retenir que la situation budgétaire de la CM de Sinthiang Koundara est marquée par un faible niveau de recouvrement des recettes locales, qui sont du reste très faibles. Cela s'explique par une insuffisante exploitation du potentiel fiscal de la collectivité. Ainsi, il appartient au conseil municipal durant ce mandat en cours, de développer des stratégies pour renforcer leur assiette fiscale. Les recettes pour lesquelles, le niveau de recouvrement est à améliorer sont :

- *la contribution des patentes.*

Quant aux recettes jamais recouvrées, notons :

- *la taxe municipale ;*
- *les frais de légalisation ;*
- *le produit de l'expédition des actes d'état-civil ;*
- *les droits de fourrière ;*
- *les produits de location des droits de places ;*
- *la taxe sur les véhicules hippomobiles ;*
- *les taxes sur les spectacles.*

Pour ces taxes jamais recouvrées, il urge pour la CM de créer des équipements commerciaux comme des halls et marchés dans les villages centre de zone. De plus, la création d'un marché hebdomadaire à l'échelle communale est d'une grande nécessité pour la collectivité. Cependant, la mise en place de ce marché hebdomadaire passe par le désenclavement de la zone et de beaucoup de villages par la construction de routes ou de pistes de production.

En outre, des efforts de sensibilisation méritent d'être faits sur la nécessité pour les populations locales de payer la taxe municipale, de même que les autres types de taxes (contribution des patentes et frais de légalisation entre autres).

Cependant, pour plus d'efficacité et de réussite, le conseil municipal devra accentuer sa campagne de sensibilisation et travailler en parfaite collaboration avec les organisations villageoises de la Commune (GPF, ASC, GPC, CV, etc.).

5.4. PERFORMANCE DE LA COMMUNE

Les mesures des performances publiques (MPP) de la commune de Sinthiang Koundara ont donné une assez bonne performance en matière de gouvernance locale avec une forte implication des populations dans la vie municipale. Les sous-domaines constitutifs qui ont fait l'objet d'une évaluation ont donné quelques résultats probants mais qui nécessite de grande amélioration supplémentaire comme :

- La satisfaction des prévisions en investissement pour les infrastructures scolaires et sanitaires
- Mettre en place d'un système de recouvrement efficace au niveau du marché hebdomadaire

- Renforcer la part du budget alloué au DEL plus particulièrement les besoins des femmes
- Mettre en place un outil de promotion des potentialités de la commune (site web par exemple)
- Actualiser les informations sur les potentialités économiques de la commune
- Mettre en place une stratégie ou outil de redevabilité qui permette de mieux communiquer ou dialoguer avec la communauté ;
- Mettre en place un système de suivi évaluation des activités
- Renforcer la participation financière des populations pour la réalisation des projets.

Tableau 23 : Diagnostic de l'institution municipale. Source : Enquête PDC Sinthiang Koundara 2019

TABLEAU SYNOPTIQUE DE LA GOUVERNANCE		
POTENTIALITES/ATOUS	GAPS/CONTRAINTES	ACTIONS PRECONISEES
- Existence d'une commission pour chaque volet ; - Bon climat social ; - Intervention des partenaires ; - Formations reçues ; - Assez bon Taux de recouvrement de la taxe ; -	- Insuffisance de moyens financiers et logistiques ; - Insuffisance de ressources humaines qualifiées ; - Insuffisances de rencontres des commissions ; - Faible niveau d'instruction des conseillers ; - Insuffisance de suivi et de coordination des intervenants par la mairie ; - Faible présence et participation des femmes dans les différentes commissions.	- Renforcer l'appui des services Techniques déconcentrés ; - Recruter un personnel qualifié ; - Renforcer les capacités des conseillers municipaux (gestion communal) ; - Renforcer les capacités des acteurs locaux sur leur rôles et responsabilités dans la gestion publique locale ; - Mettre en place un comité pour le suivi et l'harmonisation des interventions ; - Renforcer le leadership et la participation des femmes et des personnes vulnérables dans les mécanismes de gouvernance territoriale.

Problématiques majeures de gouvernance et de développement local

Les problématiques du développement communal se résument d'après le diagnostic participatif, aux questions qui suivent :

- ✦ Comment assurer un développement articulé sur les potentialités de la commune ?
- ✦ Quelles infrastructures mettre en place et quelles activités développer pour relever les filières économiques importantes que sont la foresterie, le commerce, l'agriculture et l'élevage ?
- ✦ Comment instaurer un bon cadre de vie dans l'espace communal ?
- ✦ Comment à travers des actions précises prendre en compte les changements climatiques, la nutrition, le genre et la migration dans la planification locale ?

VI. PROJECTIONS SCHEMATIQUES DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

Le diagnostic global de la commune révèle que l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, hydraulique et le cadre vie) mérite d'être amélioré. L'agriculture, la foresterie et l'élevage, piliers de l'économie locale souffrent de contraintes structurelles et conjoncturelles qu'il serait important d'intégrer dans ce PDC en vue de leur apporter des solutions à moyen terme (5ans) et long terme (10 ans). Le conseil municipal et les organisations de base, principaux acteurs du développement local, malgré leur dynamisme éprouvent des difficultés liées à la faiblesse de leurs capacités institutionnelles, techniques, managériales et financières.

Ainsi, le PDC en tant qu'outil d'orientation stratégique du développement local, ambitionne de traduire en projets opérationnels, les contraintes majeures qui affectent le développement socioéconomique de la commune de Sinthiang Koundara.

6.1. VISION DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE A LONG TERME

La volonté de résolution des problèmes de développement identifiés à Sinthiang Koundara à travers le diagnostic participatif a amené les populations à définir leur vision dans 10 ans. Une vision qui s'inscrit dans la durée et qui va au-delà d'un mandat électoral et arrimé aux orientations du PSE à travers l'axe 1 et l'axe 2. Elle est formulée comme suit : « **UN TERRITOIRE PORTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE INCLUSIF, BASE SUR UNE VALORISATION DES POTENTIALITES AGROSYLVOPASTORALES** »

La réalisation de cette vision passera nécessairement par l'atteinte d'objectifs institutionnels liés au système de gouvernance territoriale et d'objectifs de développement liés à la satisfaction des besoins des populations.

6.2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT

La réalisation de la vision de développement à long terme de la commune passe également par trois (3) axes stratégiques majeurs de développements identifiés lors des ateliers de planification. Ces derniers sont :

- ☞ **AXE 1 : AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE POUR LE RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET LA REDUCTION DES PHENOMENES D'INEGALITE ET D'EXCLUSION**
- ☞ **AXE 2 : AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE POUR LE RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET LA REDUCTION DES PHENOMENES D'INEGALITE ET D'EXCLUSION**
- ☞ **AXE 3 : PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE, DROITS HUMAINS, PARTENARIAT ET ENVIRONNEMENT**

SCHEMA DE LA VISION PROGRAMMATIQUE A L'HORIZON 2028

VISION 2028
UN TERRITOIRE PORTEUR D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE,
BASE SUR UNE VALORISATION DES POTENTIALITES AGRO-
SYLVO-PASTORALS

UNE VISION SOUTENUE PAR TROIS AXES FONDAMENTAUX

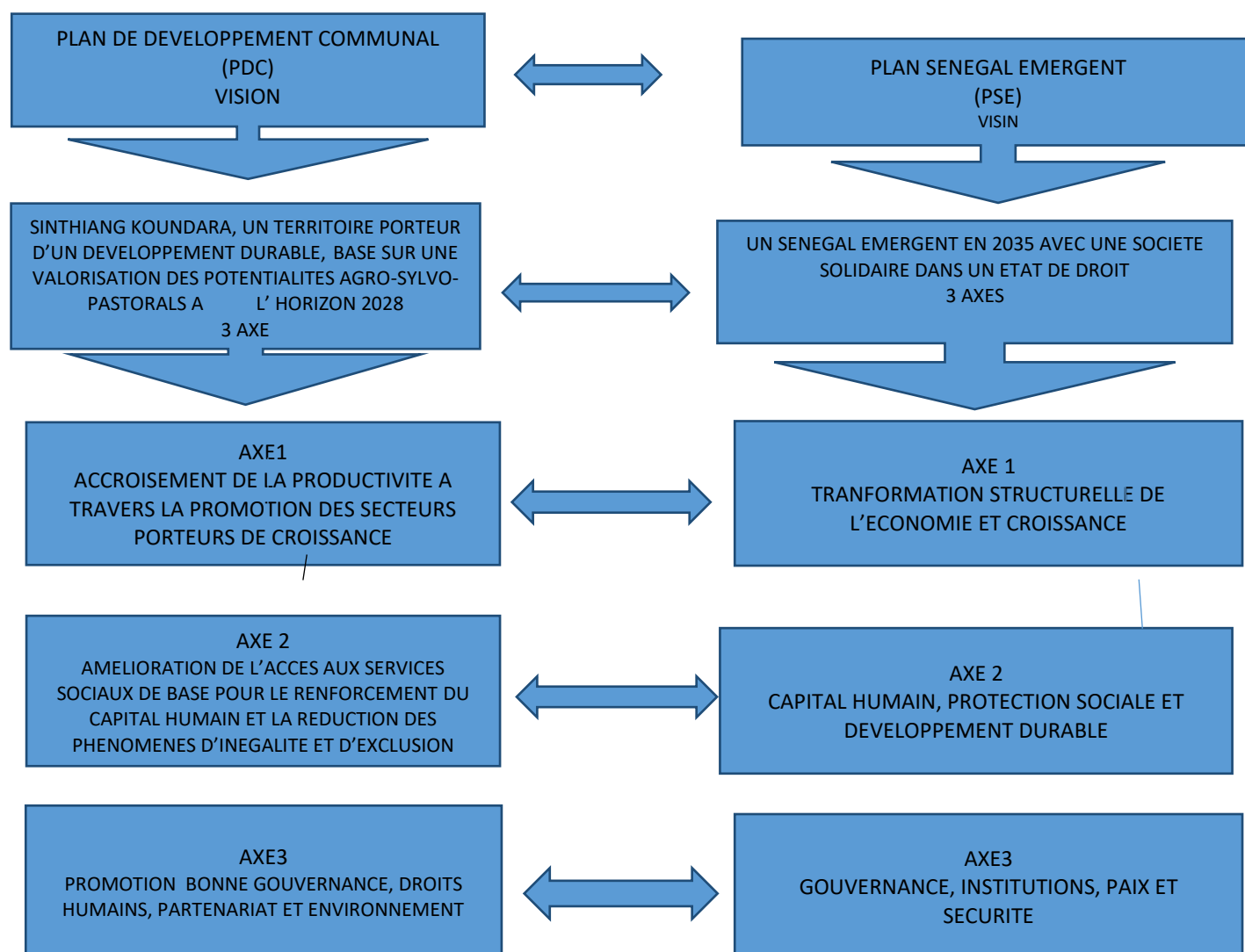


Figure 8 : Programme par axe d'intervention

Tableau 28 : Objectifs de développement par programme

AXES STRATEGIQUES	OBJECTUFS DEVELOPPEMENT
AXE 1	Créer les conditions d'un meilleur développement socio-économique
	Améliorer les conditions d'existence des populations à travers la promotion des secteurs porteurs de croissance, d'emplois durables et de richesses
AXE 2	Elargir l'accès dans l'équité, aux services sociaux de base à qualité améliorée
	Améliorer durablement la vie dans la cité et gérer l'information sur le foncier
AXE 3	Améliorer la performance de ressources humaines porteuses de développement durable
	Consolider la dynamique de bonne gouvernance locale
	Promotion de la destination Sinthiang Koundara

Ces différents objectifs poursuivis sont en lien étroit avec les politiques prioritaires de l'Etat. Les ODD et le Plan Sénégal Emergent (PSE) trouvent en ces orientations du PDC, un cadre concret de mise en œuvre.

Ainsi, à chacun de ces objectifs articulés seront satisfaits à leur tour par des programmes d'actions ou de projets identifiés à travers un processus participatif et itératif. Le conseil municipal s'entourant des éclairages et avis des personnes ressources et des services techniques a arrêté dans le cadre d'un exercice de priorisation le plan d'investissement local (PIL) de la commune sur les cinq (5) années à venir ; qu'il adoptera dans les sessions à venir

QUATRIEME PARTIE : MISE EN OEUVRE DU PDC ET MECANISME DE SUIVI

VI. MISE EN ŒUVRE DU PIL

6.1. ANALYSE DU PIL

Le PIL quinquennal (2019-2023) est composé de 112 projets prioritaires pour un montant global de **6 419 650 000 FCFA**.

Il ressort de ce graphique que les investissements prévus sont assez bien répartis selon les ans avec une forte concentration de l'année 3 (2021) et la deuxième (2020) qui représentent près de 63.70% des investissements programmés avec des taux respectifs de 32.1%, 31.6%. Pour 2019, l'année d'élaboration du PDC, il est prévu juste 4.7% des investissements

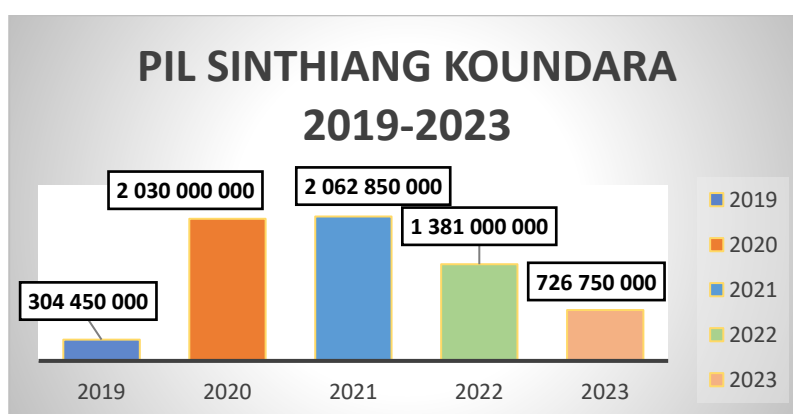


FIGURE : 22 REPATITION DU PIL PAR ANNEE

Le présent PIL, recouvrant un horizon temporel de cinq années (2019-2023) est à présent estimé à un montant total de quatre milliards huit cent quatre-vingt-onze millions trois cent mille FCFA (4 589 100 000) FCFA si l'on prend en compte les grands projets, soit un besoin d'investissement en moyenne de neuf cent soixante-dix-huit millions deux cent soixante mille francs FCFA par ans à l'exception de la première année où nous constatons que les investissements sont pas bien représentatifs par rapport aux autres années. Souvent, ces activités tournent autour du renforcement de capacité des élus et la mise en place de ressources potentielles afin de bien prendre en considération les projets identifiés dans les autres axes.

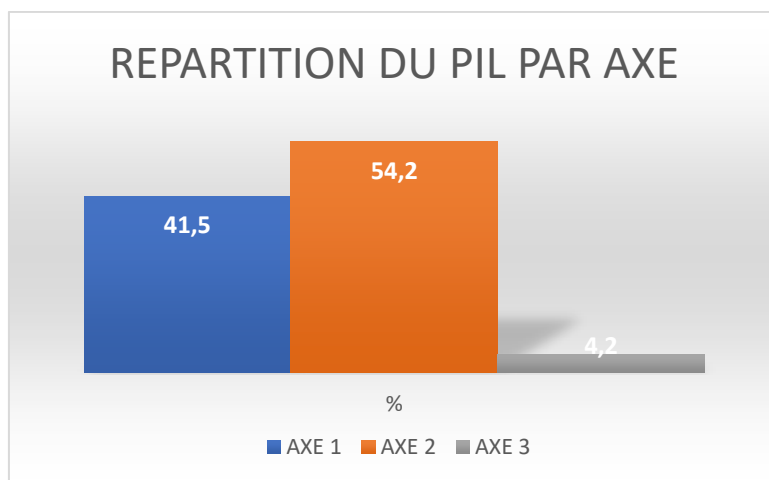


FIGURE :23 REPARTITION DU PIL PAR AXE

Cependant, l'importance accordée aux axes un et deux, qui sont construits autour de l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et du développement des activités économiques et créatrices d'emplois montrent que la commune met beaucoup l'accent sur la création de richesse chez ses administrés au cœur de ses préoccupations premières et en fait un enjeu essentiel de son plan quinquennal. Ces deux Axes représentent plus de 95.7% du budget.

6.2. STRATEGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Le PDC est d'abord et avant tout un outil de planification stratégique et opérationnelle de la commune qui, sur cette base, compte en premier lieu sur ses ressources propres. Pour autant, les ressources propres de la Collectivité peuvent être utilisées comme effet de levier pour mobiliser la participation technique et financière des partenaires au développement dans la mise en œuvre des initiatives de développement local

A cet effet, un forum des bailleurs est prévu pour étendre le cadre partenarial autour de l'Etat à travers ses Programmes d'Appui au Développement Local. Il aura pour objectif d'exposer et défendre le bienfondé ainsi que la pertinence des projets et programmes prioritaires du PDC afin de convaincre des Partenaires Techniques et Financiers et/ou des Institutions de la Coopération Décentralisée dans le but d'aboutir à des conventions de financement pour leur mise en œuvre.

Les opportunités de partenariat seront efficacement explorées et exploitées avec l'accompagnement étroit de l'ARD dans l'objectif d'atteindre un taux de réalisation du PIL d'au moins 75 % à l'échéance du Plan de Développement Communal.

6.3. MECANISME DE GESTION ET MISE EN OEUVRE

L'opérationnalisation du PDC passe par l'élaboration de programmes d'investissements annuels (PIA) sur proposition de la commission planification à la lumière des ressources mobilisables sur le budget et des intentions d'intervention des partenaires. Cet instrument donne une meilleure visibilité sur l'action du conseil municipal et favorise l'implication des populations et des autres acteurs dans le suivi de la mise en œuvre.

Par conséquent, ces PIA doivent être élaborés et adoptés par le conseil avant l'élaboration du budget, ensuite vulgarisés et transmis à l'ARD qui se charge de leur intégration dans le programme annuel d'investissements et d'actions régional pour les besoins de la conférence d'harmonisation du développement régional.

6.4. CONSEIL MUNICIPAL

Le conseil municipal reste le maître d'ouvrage de tous les projets du PDC financés. Cependant, il fait recours à l'assistance technique de l'ARD pour mener à bien cette mission surtout lorsqu'il s'agit du contrôle qualité des ouvrages, de l'ingénierie des projets et du suivi évaluation.

Le conseil municipal s'assurera le respect des procédures financières en collaboration avec le trésor public et le service d'appui à la maîtrise d'ouvrage de l'ARD pour la sélection d'opérateurs compétents dans le cadre de la réalisation des ouvrages et services prévus dans le PDC.

Il veillera également au respect de l'échéancier en mettant l'appui sur la cellule et la commission de passation des marchés en charge de la préparation en début de chaque année, des avis généraux de passation des marchés et la mobilisation des contreparties à temps.

La mise en œuvre opérationnelle des projets devra être participative et par conséquent nécessite une implication des organisations comme les cadres de concertation qui mérite d'être installé.

6.5. MECANISME DE SUIVIEVALUATION

Le plan constitue un instrument de programmation et d'orientation établi sur la base d'objectifs définis par les acteurs et prenant en compte le contexte institutionnel, politique, économique et social. Il devrait pouvoir ainsi s'adapter à ce contexte et faire l'objet d'ajustements. Ce souci d'adaptabilité et de flexibilité conditionne la mise en œuvre d'un dispositif de suivi évaluation.

6.5.1. Suivi de la mise en œuvre du plan

La mise en œuvre du plan est définie sur un horizon de 5 ans et est conditionnée à une bonne mobilisation des ressources et particulièrement à une contrepartie locale. Cette contrepartie proviendra du budget du conseil municipal et de la participation des organisations de base et des populations.

La mise en œuvre du plan, s'étalant sur la période 2019 – 2023, le contexte politique devra être pris en compte, le mandat des élus locaux actuels s'achevant en 2019. La majeure partie se fera ainsi dans un contexte de stabilité politique et de continuité institutionnelle. L'année 2019 coïncidera avec la mise en place de nouvelles équipes qui pourront ainsi s'engager dans l'évaluation du plan et poursuivre la mise en œuvre.

Néanmoins, dès lors que des programmes ou projets sont enclenchés, il revient au comité de suivi d'assister, de veiller et de faire le rapportage sur l'état d'avancement à chaque étape du processus afin de permettre une meilleure prise de décisions et l'atteinte des résultats (GAR).

Sous la présidence de l'exécutif local, le comité restreint mis en place dans le processus d'élaboration du PDC est maintenu et renforcé avec les présidents de commissions, les conseils de quartiers et les partenaires et OCB pour une meilleure représentativité des acteurs de développement.

6.5.2. Evaluation du plan

Le suivi évaluation est un examen permanent ou périodique de la mise en œuvre du plan d'actions qui vient d'être décliné. Dans la pratique, l'évaluation détermine les effets et/ou impacts du plan d'actions en se fondant, bien entendu, sur l'analyse des données recueillies sur le projet. Le suivi évaluation doit être assuré au niveau interne par la commission de planification du conseil municipal.

Pour respecter le principe de transparence et de participation, cette commission doit travailler en étroite collaboration avec le cadre de concertation qui mérite d'être installé.

Par ailleurs, au niveau externe, l'ARD, en rapport avec son comité technique peuvent organiser des missions de suivis permettant de mieux cerner le rapport entre les orientations, les ressources mobilisées et les résultats réels du plan local. Il consiste à apprécier les indicateurs mesurables suivants : (i) le taux de réalisation physique et financière, (ii) les financements sur fonds propres, (iii) les financements des partenaires, (iv) le nombre de projets hors plan. De même, une évaluation doit être faite à la fin de chaque programme ou action.

Avec ce plan, la commune dispose désormais d'un véritable cadre de référence pour tous les acteurs intervenant dans les domaines économique, social, environnemental et culturel. Pour rendre le PDC opérationnel, les modalités de sa mise en œuvre interpellent l'Etat, les ONG, les projets et autres partenaires au développement.

ANNEXE : PLAN D'INVESTISSEMENT LOCAL (2019-2023)

Domaines	Secteurs	Activités	Quantité	Coût	Localisation	Années				
						1	2	3	4	5
Axe 1. Améliorer l'accès aux services sociaux de base pour le renforcement du capital humain et la réduction des phénomènes d'inégalité et d'exclusion										
	EDUCATION									
PROJET 1 : Amélioration la qualité de l'éducation à travers un paquet de service intégré	Education et formation	Construire et équiper de nouvelles écoles préscolaires (2 par zone)	8	80 000 000	Sinthiang Koundara, Coumbadiouma, Courbambery et Timmindala	x	x	x	x	
		Foncer des points d'eau dans les préscolaires (2 par zone)	8	80 000 000	Sinthiang Koundara, Coumbadiouma, Courbambery et Timmindala	x	x	x	x	
		Construction de 8 toilettes des cases des tout-petits (2 par zone)	8	4 000 000	Sinthiang Koundara, Coumbadiouma, Courbambery et Timmindala	x	x	x	x	
		Construire des latrines au niveau des cases des tout-petits (2 par zone)	8	4 000 000	Sinthiang Koundara, Coumbadiouma, Courbambery et Timmindala	x	x	x	x	
		Electrifier tous les cases des tout-petits (2 par zone)	8	8 000 000	Sinthiang Koundara, Coumbadiouma, Courbambery et Timmindalah	x	x	x	x	
		Construire et équiper de nouvelles écoles élémentaires	4	40 000 000	Yera poulo ; Sinthiang Ngory ; Sambacounda ; Darou Salam Manda (quartier Arafat)	x	x	x		
		Construire et équiper les abris provisoires de l'élémentaire	20	200 000 000	Héramacono 2 ; médina Cherif ; Raoudatou Gouloumbou ; Saré Dioubé ; Saré Dioulidé ; Sinthiang Samba Foulah ; Timmindalah ; Boyguel ; Courbambery ; Dyabougou Coly ; Darsalam Manda ; Hamdalaye Malang Touré ; Madina Afia Nasroulaye et Heramacono 1 ;					
	Construire des édicules publique dans l'élémentaire	20	10 000 000	commune		x	x	x		

	Clôturer les écoles élémentaires	6	60 000 000	Mballocounda-hamdalaye Malang Touré-Boyguel- Thiéwol-Raoudatou Gouloumbou et Timmindallah	X	X	X	X	
	Electrifier les écoles élémentaires	30	30 000 000	Commune	X	X	X	X	X
	Construction de points d'eau dans des écoles élémentaires	10	100 000 000	Commune	X	X	X	X	X
	Construire des blocs administratifs	25	250 000 000	commune	X	X	X	X	X
	Construire les abris provisoires des collèges	13	130 000 000	Coumbadiouma (5)et Courbamberry (3)	X	X	X		
	Clôturer les collèges	3	30 000 000	Darou Salam manda- courbamberry et Coumbadiouma	X	X	X	X	
	Construire et équiper les blocs administratifs des collèges	3	30 000 000	Darou Salam manda- courbamberry et Coumbadiouma	X	X	X	X	
	Electrifier des collèges	4	4 000 000	Sinhiang Koundara- Darou Salam manda- courbamberry et Coumbadiouma	X	X	X	X	
	Créer un point d'eau au niveau du collège	1	10 000 000	Courbamberry	X	X	X	X	
	Construire des Edicules au niveau des collèges	3	1 500 000	Sinhiang Koundara- Coumbadiouma- Courbamberry	X	X	X	X	
	Construire et équiper des daara modernes	3	60 000 000	Darsalam Manda, Coumbadiouma et Courbamberry	X	X	X	X	
	Réaliser des points d'eau dans les daara modernes	3	30 000 000		X	X	X		
	Construire des blocs d'édicules publics dans les daara modernes	3	1 500 000		X	X	X		
	Clôturer des daara modernes	3	9 000 000	Sinhiang Koundara, Timmindallah, Courbamberry, Combadiouma.	X	X	X		
	Construire des centres d'alphabétisation en Peul et Mandingue (Bambara) dans les zones	4	40 000 000		X	X	X	X	X
	Construire et équiper 1 centre de formation sur les métiers	1	50 000 000	Sinhiang Koundara			X		
	Construire et équiper 1 centre de formation pour les jeunes filles	1	50 000 000	Sinhiang Koundara				X	
	Améliorer durablement le cadre de vie dans la cité et gérer l'information sur le foncier								

		Construire et équiper des postes de santé	3	120 000 000	Coumbadiouma-Mballoconda et Boyguel	X	X			
		Dotation d'une ambulance médicalisée	1	30 000 000	Commune (Sinthiang Koudara)			X		
		Doter les postes de santé médicaments	5	10 000 000	Commune			X	X	X
		Construire et équiper des cases de santé	3	60 000 000	Hamdalaye Malang Touré et Sinthiou Mamadou Egué			X	X	X
		Forer des points d'eau au niveau des cases de santé	10	100 000 000	Commune			X	X	X
		Construire et équiper des édifices publics au niveau des cases de santé	10	5 000 000	Commune			X	X	X
		Clôturer les cases de santés	10	50 000 000	Commune			X	X	X
		Organiser des sessions de Renforcement des capacités des agents communautaires	5	15 000 000	Commune			X	X	X
		Electrifier les structures sanitaires	10	10 000 000	Commune			X	X	X
		Appuyer la disponibilité de médicaments générique (IB) au niveau des structures sanitaires	10	5 000 000	Commune			X	X	X
		Former ou recycler 40 matrones et ASC	3	9 000 000	Commune			X	X	X
		Renforcer les capacités des comités de gestion en santé	3	9 000 000	Commune			X	X	X
		Elaborer du plan directeur d'urbanisme	1	10 000 000	Commune				X	
		Procéder à un lotissement des gros villages	6	30 000 000	Darrou salam Manda-Timminidalah-Sinthiang Koundara-Coumbadiouma-Boyguel-Courbambery			X	X	X
		Aligner les rues dans les gros villages	10	27 000 000	Commune			X	X	X
		Elaborer un Plan d'Opération et d'Affectation des Sols (POAS)	1	5 000 000	Commune			X		
		Construire et équiper un foirail de bétail	1	15 000 000	Commune			X		
			50		commune)			X	X	X

[illegible]

		Créer un réseau multi village à partir du forage de Couroubambery	8	48 000 000	Saré Boky- Héramakono 2- Mbayecounda-Saré Pathé- Saré Modou- Saré Waly- Simbaye-Keurly		X	X	X	X
		Etendre les réseaux d'adduction d'eau des forages de sinthiang koundara, Coumbadiouma, Darou Salam Manda et Boyguel	4	16 000 000	Les quartiers des villages de sinthiang koundara, Coumbadiouma, Darou Salam Manda et Boyguel		X	X	X	X
		Finalisation du puits de	1	5 000 000	Darou salam manda		X	X	X	
Sous total 1			2 666 350 000							
AXE 2: L'accroissement de la productivité à travers la promotion des secteurs porteurs de croissance										
AGRICULTURE/ELEVAGE/FORESTEIE/PECHE										
		Réhabiliter le mini barrage agricole	1	30 000 000	sinthiang Samba foulah		X	X	X	
		Construction de mini barrages agricoles	3	150 000 000	Coumbadiouma- Mballocounda et Foudouy		X	X	X	
		Faciliter l'accès en matériel agricole motorisé (tracteurs)	8	800 000 000	2 par zone		X	X	X	
		Augmenter la quantité du matériel agricole de qualités	1	50 000 000	Commune		X	X	X	
		Construire des magasins de stockage de 500 tonnes	8	120 000 000	2 par Zone		X	X	X	
		Réaliser un Domaine Agricole Communautaire (DAC) de 400 ha	1	PM	La zone frontalière avec la Gambie		X			
PROJET 4 : Promouvoir un accès facile et durable des ménages et producteurs, aux services et produits	Agricultur e	Augmenter la quantité du matériel agricole de qualités	1	30 000 000	Commune		X			
		Aménager des vallées à des fins rizicoles (riz de bas-fonds)	8	240 000 000	2 par zone			X	X	X
		Mettre en place et former les six (6) organes de gestion des banques céréalières	8	8 000 000	Commune		X	X	X	X
		Faciliter l'accès à des variétés de semences adaptées à la zone	2	2 000 000	Commune		X	X		
		Organiser des sessions de Formation sur les techniques de défense et restauration des sols et de conservation des eaux	5	5 000 000	Commune		X	X	X	X
		Organiser des sessions de Formation des artisans locaux dans la fabrication de matériels agricoles	3	3 000 000	Commune			X	X	X

[illegible]

OBJECTS : Améliorer la production et la santé animale ; Faciliter la transformation et la consommation des produits d'élevage		Construire un foirail moderne	1	30 000	Sinhiang Koundara		X			
		Créer des couloirs de passage balisés des animaux (15km)	15 km	30 000	Zone de pâturage			X	X	
		Réhabiliter seize (16) mares pastorales	16	PM	4 par zone		X	X	X	X
		Construire et équiper une (1) unité de transformation du lait	1	10 000	Maléa		X	X	X	
		Construire et équiper 1 aire d'abattage	1	20 000	Commune		X			
		Construire et équiper 4 tanneries	4	40 000	1 par zone		X	X	X	
	ELEVAGE	Construire des fourrières pour la commune	5	75 000	Sinhiang koundara-Coumbadiouma-Darou		X	X	X	X
		Construire quatre (4) parcs de vaccination	4	20 000	salam manda-Boyguel- Mballoconda					
		Former seize (16) auxiliaires vétérinaires	16	3 000 000	Timmindalah-Saré Mamadou Egué- Saré Pathé-Maléa		X	X	X	
		Former 40 éleveurs sur l'insémination artificielle	4	3 000 000	4 par zone		X	X	X	X
		Construire des magasins de stockage des aliments de bétail	4	60 000	1 par zone		X	X	X	
Renforcer les organisations pastorales										
JEUNESSE – SPORT – LOISIR										
OBJECTIFS : -Créer les conditions d'un meilleur développement socio-économique de la jeunesse -Promouvoir la destination Sinhiang Koundara à travers une valorisation du patrimoine naturel, humain, touristique et culturel		SPORT	Construire un stade municipal	1	100 000	Sinhiang Koundara		X		
			Aménagement d'aires de jeux	16	16 000	4 par zone		X	X	X
			Former les initiateurs bénévoles (foot-basket- Hand - Ball - athlétisme...) les arbitres,	16	6 000 000	4 par zone		X	X	X
		JEUNESSE-EMPLOI	Construire et équiper des foyers de jeunes	8	240 000	2 par Zone		X	X	X
			Réhabiliter le foyer des jeunes	1	3 000 000	Sinhiang koundara		X		
			Construire et équiper d'un centre pour Adolescent	1	50 000 000	Sinhiang Koundara			X	
			Construire un foyer socio collectif multifonctionnel pour les jeunes et les femmes	1	50 000 000	Sinhiang Koundara		X		

[illegible]

		Mise en place d'un cadre d'échange des acteurs pour la Fixation et mise en œuvre d'un système tarifaire concertée des personnes et des biens	1	300000	Commune	X				
		Construire et équiper une gare routière	1	40000000	Sinthiang Koundara	X				
COMMUNICATIION		Construire et équiper une radio communale	1	20000000	Sinthiang Koundara	X				
		Créer et équiper un centre multi média communautaire	1	30000000	Sinthiang Koundara	X				
		Faire un plaidoyer pour l'installation d'antennes	4	PM	1 par zone	X	X	X	X	
	Construction d'un marché hebdomadaire	1	20000000	Sinthiang Koundara	X					
	Construction d'un marché permanent	1	25000000	Sinthiang Koundara			X			
COMMERCE		Mise en place d'unités de Transformation des produits locaux	3	30000000	Darou Salam Manda	X	X	X	X	
		Construire des magasins de stockage	4	60 000 000	Commune (Manda Douane, Sinthiang Koundara, Courbambery et Coumbadiouma)		X	X	X	
Artisanat		Construire et équiper centre de formation polyvalente	1	50 000 000	Sinthiang Koundara		X	X		
		Appuyer la formalisation des artisans (femmes et jeunes)	1	20 000 000		X		X	X	X
Sous Total 2			2 600 300 000							
AXE3 : La promotion de la bonne gouvernance, droits humains, Partenariat et Environnement										
DECENTRALISATION / GOUVERNANCE LOCALE										
PROJET 8: Amélioration de la Gouvernance locale (communautaire et villageoise)	Elus	Former les élus sur leurs rôles et attributions	5	5 000 000	Sinthiang Koundara		X	X	X	X
		Appuyer les commissions techniques à disposer de plan de travail et le mettre en œuvre	5	3 000 000	Sinthiang Koundara			X	X	X
		Mettre en place un cadre de concertation communal	1	3 000 000	Sinthiang Koundara		X			
		Créer et animer des cadres de concertation intercommunaux	5	5 000 000	Communes riveraines		X	X	X	X
Promotion d'une gouvernance vertueuse est assurée à travers la participation inclusive et citoyenne		Mettre en place une cellule pour la promotion des droits humains (l'enfance, les personnes vivant avec handicap et des femmes)	1	5 000 000	Commune		X			
		Elaborer et mettre en œuvre un plan d'amélioration et de recouvrement de la fiscalité locale	1	2 000 000	Sinthiang Koundara		X	X		

	un handicape	Sensibiliser l'ensemble des couches sociales sur les droits des personnes handicapées	1	3 000 000	Commune		X	X	X	X	
		Sensibiliser la population sur la déclaration des handicaps	3	3 000 000	Commune		X	X	X		
		Construire un centre de formation pour les handicapés	1	25 000 000	Sinthiang Koundara		X	X	X		
		Adapter les infrastructures sociales aux handicapés	2	30 000 000	Ecoles et structures sanitaires de la Commune		X	X			
		Créer des structures de formation professionnelle adaptées	1	20 000 000	Commune		X	X	X		
Gestion des conflits	Gestion et accès aux outils de production	Mettre en place un fonds d'appui à la promotion des activités féminines	1	25 000 000	Commune		X	X	X	X	X
	Gestion des conflits (types de conflits)	Définition des zones de pâturage	1	1 000 000	Commune		X	X	X		
Sous Total 3				273 000 000							
Total Axes 1-2 et 3				6 419 650 000							